

UNCLASSIFIED

EL/WG APR 2009

PLEASE RETAIN
ORIGINAL ORDER

UNARCHIVES

SERIES S-1120BOX 43FILE 3ACC. 1998/0278

Annexe 3: Liste des participants

Noms et Prénoms	Fonction/Organisation
Madame UWILINGIYIMANA Agathe	Premier Ministre
GATABAZI Félicien	Ministre des Travaux Publics et de l'Energie
Dr BIZIMUNGU Casimir	Ministre de la Santé
NZAMURAMBAHO Frédéric	Ministre de l'Agriculture et de l'Elevage
NGIRABATWARE Augustin	Ministre du Plan
SEZIBERA Dismas	Directeur de Cabinet a.i. du Premier Ministre
HOLSCHER Dieter	Ambassadeur d'Allemagne
FLATEN Robert	Ambassadeur des Etats Unis d'Amérique
MARLAUD Jean-Michel	Ambassadeur de France
SWINNEN Johan	Ambassadeur de Belgique
AHMADOU LY	Représentant Résident du PNUD
RWANGABO P.Claver	Chef de Service des Affaires Sociales
MENEZES DUFRESNE Dirce	1er Secrétaire et Consul Ambassade Canada.
PROVOST DENIS	Chef de Bureau Ambassade Canada
JOACHIM RESPONDEK	Secrétaire à la Nonciature Apostolique
PASQUALE RAIMONDO	Chef de la Délégation de la Commission des C.E. a.i
RENNER Marie-France	Chef de Mission Coopération Suisse Ambassade de Suisse

Pasteur E. BABERAKUBONA	Directeur du Service des Réfugiés et des Urgences du CPR
RYAN Terrence	Représentant Catholic Relief Services
SIBOMANA J.M.V	Directeur de Cabinet MINETO
KARAMAGA Faustin	Chef de Division au MINETO
DUBOIS Jean François	Agent de Liaison a.i OCSD/OXFAM QUEBEC
GUITARD André	Directeur du Service d'Appui à la Coopération Canadienne
NELSON Gary	Directeur USAID
RUTAZANA Faustin	Directeur a.i. AFRICARE
KAMANZI Stanislas	S/Préfet de KINIHIRA
HIGIRO J.M.Vianney	Directeur de l'ORINFOR
NYILIMANZI Télesphore	Chef de Service Radio (ORINFOR)
DE MARGERIE Jean Pierre	Chargé Programme PAM
MAMADOU MBAYE	Expert Chargé de la Logistique PAM
NTAKIRUTIMANA Jérôme	Secrétariat Permanent du Comité de Crise
NGENZI Innocent	Secrétariat Permanent du Comité de Crise
MUSONI Gratien	Opération Secours/CRR
BAKOMERA J.PIERRE	Protection des Biens et des Personnes/MININTER

REPUBLIQUE RWANDAISE
SERVICES DU PREMIER MINISTRE
COMITE DE CRISE POUR
LES DEPLACES DE GUERRE
B.P. 1334 KIGALI

Kigali, le **29 NOV. 1993**
N° **933** /02.9

- Monsieur le Ministre de l'Intérieur et du Développement Communal,
- Monsieur le Ministre de la Défense,
- Monsieur le Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération,
- Monsieur le Ministre du Plan,
- Monsieur le Ministre de l'Agriculture et de l'Elevage,
- Monsieur le Ministre des Travaux Publics et de l'Energie,
- Monsieur le Ministre de la Santé,
- Monsieur le Ministre du Travail et des Affaires Sociales,
- Son Excellence Monseigneur le Nonce Apostolique,
- Son Excellence Monsieur l'Ambassadeur de BELGIQUE,
- Son Excellence Monsieur l'Ambassadeur des Etats Unies d'AMERIQUE,
- Son Excellence Monsieur l'Ambassadeur de FRANCE,
- Son Excellence Monsieur l'Ambassadeur d'ALLEMAGNE,
- Monsieur le Représentant Résident du PNUD,
- Messieurs le Chef de Mission diplomatique et de Coopération,
- Mesdames, Messieurs les Représentants des Organismes Internationaux,
- Mesdames, Messieurs les Représentants des ONG,
- Messieurs les Préfets de Préfecture, Byumba, Ruhengeri et Kigali.

Objet: Compte-rendu de
la 10^{ème} réunion
du Comité de crise
tenue le 4 novembre 1993

Monsieur le Ministre,
Excellence Monseigneur le Nonce Apostolique,
Excellence Monsieur l'Ambassadeur,
Révérend Père,
Révérend Pasteur,
Monsieur le Préfet,
Madame,
Monsieur,

J'ai l'honneur de vous demander de bien vouloir trouver ci-joint, le compte-rendu de la 10ème réunion du Comité de Crise tenue le 4 novembre 1993.

déplacés qui en ont besoin.

3. Présentation du déroulement de l'approvisionnement et de la distribution des aides d'urgence par les Représentants du CICR et du PAM

Le PAM a présenté la situation des stocks disponibles, des arrivages et des fonds déjà mobilisés en mettant ensemble les besoins de déplacés de guerre du Rwanda et ceux des réfugiés Burundais. Cette situation concerne 5 produits: maïs, haricots, huile, sel et farine.

- Maïs: Les stocks permettent d'arriver jusqu'au début du mois de décembre 93. En y ajoutant les arrivages en cours on arrive à mi-janvier 94 et si on complète avec les fonds mobilisés on arrive à début mars 94.

- Haricots: Les stocks permettent les distributions jusqu'à mi-novembre 93. En plus des stocks, les arrivages et les achats en Tanzanie permettront d'atteindre début décembre 93. En y ajoutant les fonds déjà mobilisés les distributions seront assurées jusque fin mars 94.

- Huile: Les stocks permettent d'aller jusque fin novembre 93 et avec les arrivages attendus on arrivera à fin mars 94.

- Sel: Les stocks disponibles atteindront début décembre 93. Pour ce produit il ne se passe pas de problèmes du fait que les achats se font localement avec les fonds mobilisés dont on dispose.

- Farine: La mouture qui était programmée est presque terminée. Les fonds mobilisés permettront d'atteindre fin décembre 93.

Le CICR s'est penché quant à lui sur le déroulement des distributions et des problèmes rencontrés ces derniers temps. Il s'est réjoui d'un point positif qui a été réalisé dernièrement, il s'agit des lieux de stockage qui ont été disponibilisés et qui ne poseront pas de problèmes d'ici le printemps prochain.

Il loue également l'action entreprise par le Minitraso, la Primature et les autorités de Ruhengeri pour disponibiliser les listes informatisées de la Commune Butaro et de 3 secteurs de Cyeru occupés par le FPR.

Le CICR apprécie aussi l'action du MININTER d'avoir disponibilisé 11 agents qui enquêtent dans les camps et se rendent compte des problèmes qui existent. Ils font ainsi le lien entre les déplacés

4. Présentation synthétique sur la mobilisation des aides d'urgence par le MINAFFET

Le Représentant du Minaffet étant empêché, c'est le Ministre du Plan dont le département est le grand acteur dans la mobilisation des aides, qui est intervenu pour synthétiser ce point.

La mobilisation des aides se fait par 3 canaux:

- 1° Par le biais des ONG;
- 2° Aides directement attribuées au pays et actions directes des pays donateurs;
- 3° Fonds de contrepartie en appui au budget de l'Etat (FCB).

Pour ce qui est du premier canal, l'action marche bien. C'est au Gouvernement Rwandais de respecter ses engagements. Concernant l'accord entre le PAM et le Miniplan sur l'entrée des produits alimentaires, ce même genre d'accord doit être examiné pour les autres opérateurs par le Gouvernement Rwandais qui a déjà étudié cette question et qui l'améliorera.

Pour le 2ème canal, une centralisation est nécessaire. La non centralisation pose des problèmes quant à la mise en place des comptes nationaux .

Quant au fonds de contrepartie, ce système existe depuis 1972 et tous les fonds de contrepartie transitent par le budget de l'Etat. Il est prévu dans ce fonds un volet urgence auquel on fait recours. Il faut signaler que l'on avait décidé lors de la réunion d'évaluation des besoins des déplacés, tenue au Méridien au mois d'août 93, que la S/Commission Mobilisation des Aides devait approcher chaque bailleur dans le cadre de cette mobilisation. Le rapport à ce sujet n'est pas encore sorti, mais déjà 60% de ces besoins ont été couverts notamment avec le PAM.

5. Déroulement de l'assistance aux réfugiés Burundais par le Minitraso et le HCR.

Avant d'entamer ce point, le Ministre du Travail et des Affaires Sociales est revenu sur la circulation de l'information dans les camps des déplacés.

On doit souligner que malgré les efforts déployés, l'action humanitaire ne peut pas substituer l'action politique. On espère que les concertations OUA/ONU aboutiront à un retour prochain des réfugiés Burundais.

Après la présentation des différents points à l'ordre du jour, les discussions ont porté sur les points suivants:

- Problème d'encadrement dans les camps
- Sécurité, barrages de routes et pillage des camions
- Informations biaisées dans les camps
- Assistance aux réfugiés Burundais et difficultés rencontrés par les opérateurs.

A l'issue des discussions et échanges de vues, des mesures suivantes ont été proposées:

1° Le problème d'encadrement est du ressort du Mininter, on essaiera de trouver des primes d'encouragement pour responsables locaux qui normalement devraient assumer ce travail mais qui pour le moment ont relâché du fait d'être eux-mêmes des déplacés et d'avoir subi tous les maux que rencontrent cette partie de la population. On pourra ensuite responsabiliser les bourgmestres, conseillers et responsables de camps dans ce travail d'encadrement. Le Conseil du Gouvernement devrait examiner la question des primes.

2° Concernant la sécurité et les pillages de camions qui ont augmenté ces derniers temps, le CICR n'accepte des convois armés que dans des situations extrêmes telle que la Somalie. Ce qui n'est pas le cas pour le Rwanda. Cependant, le cas d'une escorte non armée ou discrète a été fortement envisagé par la réunion si les problèmes devaient subsister. Sur ce point, la réunion a pris des mesures suivantes:

- Mener des enquêtes dans le but d'identifier les auteurs des incidents tels que les pillages de camions et les barrages de routes, parce que l'on a remarqué que ce ne sont pas les déplacés qui font ces actes;
- Le Service de Renseignements va être impliqué pour que l'on sache réellement ce qui est derrière ces incidents;
- Le CICR verra dans quelles mesures entrer en communication avec le Minadef chaque fois qu'il y a une distribution dans les lieux

Nous sommes également inquiets de constater que des organes de presse, dénigrent certaines organisations humanitaires d'une façon qui nous semble non seulement injustifiée, mais également propice à attiser les tensions.

Par ailleurs, des produits de l'aide ont récemment été volés (médicaments de l'UNICEF et 40 T d'huile du PAM). Les responsables de ces délits ont été, soit identifiés mais laissés libres, ou bien arrêtés puis relâchés. Nous regrettons que ces incidents n'aient pas eu le traitement juste et exemplaire qu'ils méritaient.

Certains donateurs ont déjà eu l'occasion de porter à votre connaissance les difficultés rencontrées pour le stockage des vivres destinés aux déplacés, difficultés qui risquent de compromettre l'approvisionnement régulier de ces populations.

Dans l'état d'esprit qui a été celui des bailleurs, des opérateurs et des administrations depuis le début de l'épreuve que traverse votre pays, nous avons toujours travaillé en étroite coopération, chacun tentant d'assumer au mieux ses responsabilités.

Nos efforts pour assurer un approvisionnement régulier en vivres, ainsi qu'une couverture sanitaire satisfaisante des populations déplacées, ne se sont jamais relâchés malgré les difficultés logistiques d'une telle entreprise. Conformément aux engagements auxquels nous avons souscrits conjointement (cf la lettre d'entente signée par le Ministre du Plan et le PAM le 9 juillet 1993), chacun se doit de respecter scrupuleusement ses obligations, condition indispensable à la réussite de cette opération.

Nous espérons que l'efficacité de ce soutien nous permettra de passer dans les meilleurs délais et sans difficultés à la phase de reconstruction rendue possible par la signature des accords de paix à Arusha le 4 août dernier.

Ajoutons enfin que de nombreuses réunions, comités et commissions ont déjà eu l'occasion à maintes reprises de dresser le tableau et de faire l'analyse des difficultés rencontrées. Aucun des faits évoqués aujourd'hui n'est vraiment nouveau, excepté leur gravité.

Il convient, pensons-nous, d'agir avec rapidité et conviction ce que, nous en sommes convaincus, le Gouvernement Rwandais ne manquera pas de faire.

C'est dans cet esprit, Madame le Premier Ministre, que nous vous prions d'agréer, l'assurance de notre très haute considération.

Copies :

Son Excellence Monsieur le
Président de la République
KIGALI

Kigali, le 2 novembre 1993

Son Excellence Madame
le Premier Ministre
KIGALI - RWANDA

Excellence Madame le Premier Ministre,

La Communauté Internationale se réjouit de l'intérêt que vous avez manifesté à l'occasion de chacune de vos audiences, aux problèmes rencontrés dans le déroulement des aides d'urgence destinées aux victimes du conflit qu'a connu le Rwanda.

Nos précédentes démarches ayant permis d'enregistrer certaines améliorations, nous souhaitons à nouveau, attirer votre attention et solliciter votre intervention, face aux nouvelles difficultés, souvent très préoccupantes, auxquelles doivent faire face les organisations chargées de distribuer l'aide alimentaire.

L'opération alimentaire actuellement en cours, rendue possible par une solidarité et une mobilisation qui ne s'est jamais démentie de la part des donateurs, est la plus importante menée en 1993 sur le continent Africain.

Partenaires dans l'action, nous comprenons les difficultés rencontrées par tous les opérateurs impliqués, y compris par les administrations rwandaises, dans la gestion quotidienne d'une telle action.

Néanmoins, nous constatons depuis environ un mois, parallèlement à l'utilisation des nouvelles listes établies par la Primature et au regroupement des places de distribution décidé en étroite collaboration avec toutes les autorités concernées, une multiplication d'incidents graves, en particulier d'agressions physiques et de prises d'otages dont sont victimes des volontaires de la Croix-Rouge.

Nous ne pouvons accepter de laisser les opérateurs chargés d'acheminer et de distribuer l'aide, devenir les victimes ou les otages de tels dérapages. C'est la raison pour laquelle nous faisons une nouvelle fois appel au Gouvernement Rwandais pour assurer leur sécurité et celle des places et des axes de distribution.

D'autre part, alors que l'actualisation des nouvelles listes de bénéficiaires a été effectuée par les agents locaux du MININTER (Bourgmestres et Conseillers), de nouveaux "gonflements" sont malheureusement déjà à déplorer.

La viabilité et la crédibilité de ces nouvelles listes restent largement tributaires du sérieux des agents locaux, partenaires des opérateurs.

Pour une meilleure efficacité, ce Secrétariat continuera à fonctionner en articulation harmonieuse avec le Service des Affaires Sociales qui gère d'habitude ce genre de dossiers et qu'il est appelé à appuyer encore plus fortement, durant ces moments d'intenses sollicitations.

- Messieurs les Ministres,
- Excellence Monseigneur le Nonce Apostolique,
- Excellence Messieurs les Ambassadeurs,
- Mesdames et Messieurs les Représentants des Organismes Internationaux,
- Mesdames, Messieurs les Représentants des ONG,
- Mesdames, Messieurs,

Je place cette réunion sous le signe de la gratitude du Gouvernement Rwandais, à l'endroit de vous tous. J'espère que vos réflexions dans les débats enrichiront ces propositions, pour une meilleure coordination de vos interventions, en appui à celles du Gouvernement et de la Croix-Rouge Rwandaise.

Je vous remercie.

- Messieurs les Ministres,
- Excellences Monseigneur le Nonce Apostolique,
- Excellence Messieurs les Ambassadeurs,
- Mesdames et Messieurs les Représentants des Organismes Internationaux,
- Mesdames et Messieurs les Représentants des ONG,
- Mesdames, Messieurs,

Je voudrais avant de terminer cette brève introduction à nos travaux me réjouir de l'élan de solidarité que vous avez manifesté en faveur des nombreux Barundi qui sont actuellement en quête de refuge dans notre pays.

Vous savez tous que le nombre des réfugiés barundis de ces derniers jours approche 400.000 personnes (370.000) et que l'afflux n'est pas encore stoppé à nos frontières. L'on sait également que la précarité des conditions de vie de ces réfugiés se trouve encore aggravée par le fait qu'ils occupent la région sud du pays, déjà sérieusement menacée de famine. C'est dire donc que toute intervention urgente pour secourir ces populations est fortement appréciée par le Gouvernement Rwandais.

Pour une meilleure canalisation de ces aides et une répartition optimale, il va falloir mettre en place ou étoffer des structures de coordination et d'intervention rapide qui ne souffrent d'aucune improvisation.

Les départements ministériels et les services qui s'occupent habituellement de ces questions, aidées par les organismes partenaires, sont incités à prendre la situation à mains.

De leur côté, les Services de coordination et de centralisation de l'information doivent fournir leur appui également à ce groupe de nécessiteux, sans toutefois se détourner de nos déplacés de guerre, qui eux aussi, continuent à dépendre de l'aide humanitaire.

A ce niveau de la Coordination, nous saisissons cette occasion pour remercier nos partenaires qui nous ont aidés à mettre en place un Secrétariat Permanent d'aide d'urgence, depuis que le Comité de Crise est logé dans nos Services. Pour maintenir ses performances et se rendre utiles aussi aux autres niveaux de l'administration, il faudrait que ce Secrétariat produise des informations, devant être diffusées régulièrement par le Président du Comité de Crise.

Suite aux suggestions des ONG et des autres opérateurs qui importent des biens destinés aux déplacés, il a été demandé au Ministre des Finances et spécialement à la Direction Générale des Douanes de supprimer ou réduire au strict minimum les frais d'entreposage en douane et de mettre en place une procédure permettant d'obtenir directement sur demande, à l'enlèvement autorisé de tous les articles destinés aux déplacés de guerre.

Au cours de ces opérations d'assistance humanitaire, nous avons eu à déplorer malheureusement des difficultés d'encadrement de la population et des problèmes consécutifs à l'agitation dans des camps et à l'insuffisance de sécurité sur certaines voies d'accès. A plusieurs reprises, nous avons nous-mêmes attiré l'attention des responsables directement impliqués dans ces secteurs, spécialement le MININTER, le MINITRASO, le MINADEF et les autorités locales. Je leur demande encore, à cette occasion, de redoubler de vigilance, puisque nous apprenons que le recours trop facile aux manifestations chez les déplacés pour exprimer leur doléance n'est pas encore tout à fait relégué au passé. Il ne faudrait absolument pas que des cas comme la malheureuse séquestration des volontaires de la Croix-Rouge qui a eu lieu à Murambi recommencent dans notre pays.

S'agissant de la sécurité des convois humanitaires, il a été déjà suggéré de les faire accompagner par des agents de l'ordre, même en tenue civile depuis l'arrivée des vivres dans le pays jusqu'aux bases périphériques de distribution. En plus de la sécurité proprement dit, cette façon de faire pouvait peut-être aussi décourager certaines disparitions de vivres regrettées de temps en autres, aussi bien en stockage de transit chez les opérateurs, qu'au niveau des structures périphériques de distribution des aides aux déplacés.

Sur ce dernier aspect, nous avons noté avec satisfaction les efforts déployés par le Secrétariat Permanent du Comité de Crise pour établir des listes réelles et fiables des personnes à assister.

Les autres cas suspectés de vol qui ont été portés à la connaissance de l'administration ou trouvés par elle-même, à travers ses services, ont été déférés à la justice et leur instruction est en cours; nous attendons tous l'aboutissement de ces dossiers.

DISCOURS D'OUVERTURE DE LA 10EME REUNION DU COMITE DE CRISE
PRONONCE PAR SON EXCELLENCE MADAME LE PREMIER MINISTRE,
UWILINGIYIMANA AGATHE, LE 4 NOVEMBRE 1993

- Messieurs les Ministres,
- Excellence Monseigneur le
Nonce Apostolique,
- Excellences Messieurs les Ambassadeurs,
- Mesdames et Messieurs les Représentants
des Organismes Internationaux,
- Mesdames, Messieurs les Représentants
des ONG,
- Mesdames, Messieurs,

En concertation avec certains d'entre vous, j'ai tenu à diriger moi-même cette réunion du Comité de Crise, dans le but principal de vous exprimer la profonde gratitude du Gouvernement Rwandais pour tout ce que vous avez fait et continuez à faire en vue de soulager les misères des personnes affectées par la guerre.

En effet, depuis que le conflit entre le FPR et le Gouvernement Rwandais a éclaté et qu'il a provoqué le déplacement d'une partie importante de la population, les pays et les organisations que vous représentez ont tout mis en oeuvre pour assister notre pays. Cette assistance s'est manifesté sous diverses formes : fourniture des vivres, des médicaments, des ustensiles ménagers et d'autres moyens logistiques. En ce qui concerne la coordination, nous avons noté avec satisfaction la participation assidue à ses réunions du Comité de Crise, au cours desquelles des échanges sincères et constructives permettent toujours de mieux orienter vos actions, et souvent de trouver des solutions aux problèmes qui se posent tout au long de cette action d'assistance humanitaire.

Cependant, l'objectivité étant une qualité visée par nous tous, il nous faut reconnaître en conséquence que tout n'a pas été parfait. Des problèmes se sont posés et se posent encore, et les solutions trouvées ou suggérées ne sont pas toujours à la satisfaction de tout le monde. Dans cet ordre d'idées, certains aspects pourraient être évoqués succinctement :

En plus de celles du Comité de Crise, des réunions sectorielles dérivées de ce Comité se sont tenues régulièrement pour étudier des questions spécifiques. Chaque fois qu'il s'est avéré nécessaire, des fois même à la demande des hautes autorités, des Représentants de l'administration se sont retrouvés entre eux pour examiner sans complaisance tout ce qui était signalé comme devant être amélioré du côté de l'administration.

Annexe:
Liste des participants

NOMS	FONCTIONS
MBONIMPA J.M.Vianney	Directeur de Cabinet du Premier ministre, Président du Comité de crise
MUSEKURA Faustin	Conseiller aux Affaires Sociales, Educationnelles, de Jeunesse et de Culture, Services du Premier ministre
RWANGABO Pierre Claver	Chef de Service des Affaires Sociales, Services du Premier ministre
Stephane DEVAUX	Expert-Coordinateur auprès du Secrétariat du Comité de Crise
MIVUMBI Daniel	Assistant au Programme USAID
NDEREBEZA Anastase	Chef de division, Coopération- Minaffet
SCHROOYEN Werner	Log/Adm. MSF
RYAN Terrence	Représentant CRS
STOCKER Walter	Chef de délégation CICR
HENNIG Dirk	Attaché Economique, Ambassade d'Allemagne
Anne MACKINTOSH	Délégué Régionale OXFAM RUI
KABORE Joseph	Directeur des Opérations au PAM
SCHMIDT Hervé	Délégué Pharmaciens Sans Frontières
TEGIBANZE Gaspard	Directeur du Trésor et Comptabilité Publique au MINIFIN
FRANKLIN Tom	Représentant de l'UNICEF
BIZIMANA J.B	Secrétaire Général Adjoint CRR
MUSONI Gratien	Coordinateur Opération Secours aux déplacés de guerre - CRR
RODRIGUE André	Conseiller-Economiste, Coopération Canadienne
MUNYAKARAGWE Aloys	Chef de division au MICOMART
SEBAHAKWA Augustin	Directeur du Commerce Intérieur, Micomart
NKIKO Faustin	S/Préfet de Byumba
MBUNGIRAMIHIGO Peacemaker	Journaliste de la Radio-Rwanda
SEGBOR Emile	Délégué a.i, HCR
NTAWINIGA Philippe	Directeur Epidémiologie et Hygiène Publique - MINISANTE
NGENDAHIMANA Athanase	Chargé de Programme, PNUD
Père DESCOMBES Michel	Secrétaire Général, CARITAS RWANDA
Dr Néhémie MBAKULIYHO	Assistant Technique/OMS

Expert-Coord.
Com. de Cr.
Coord. Op. Secours aux déplacés de
guerre - CRR

DE MARGERIE J. Pierre	JPO/PAM
KANYARUBIRA Laurent	Conseiller au MININTER
KABA Ibrahima	Chargé de Programme/FAO
NDEKEZI KAREKEZI Marcel	Chef de division Inspection du Commerce, Micomart
Dr. BAGWANEZA Madeleine	Conseiller aux Affaires Politiques et Administratives, Minitraso
GUITARD André	Conseiller Technique et Financier, Coopération Canadienne
GATERA Gérard	Journaliste, Services du Premier ministre
WIJNROKS Henry	Coordinateur Général MSF-H
CARLE Jean François	Responsable de programme/Aide et Action
Hubert GODON	Log/Coordinateur MDM
A. PASTEELS	Secteur agricole/Ambassade de Belgique
MENEZES DUFRESNE Dirce	Premier Secrétaire/Consul Ambassade du Canada
G. VITILLO	Administrateur Principal-Délégué C.C.E
KARAMAGA Faustin	Division Inspection au Mineto
BARIYANGA Sylvestre	Préfet de la Préfecture de Ruhengeri
CUINGNET Michel	Chef de la Mission Française de Coopération, Ambassade de France
UBONABENSHI Odette	Directrice Générale, Minitraso
NGENZI Innocent	Secrétariat du Comité de Crise, Primature

**LISTE DES PARTICIPANTS A LA REUNION
DU COMITE DE CRISE
11 mars 1993**

NOMS	FONCTIONS
Mr. MBONIMPA J. Marie Vianney	Directeur de Cabinet du Premier Ministre, Président de la Réunion
Mr. MUSEKURA Faustin	Conseiller aux Affaires Sociales, Educationnelles , de Jeunesse et de Culture aux Services du Premier Ministre
Mr. RWANGABO Pierre Claver	Chef de Service des Affaires Sociales, Services du Premier Ministre
Mr. KANYARUBIRA Laurent	Conseiller au MININTER
Mr. BALIYANGA Sylvestre	Préfet de la Préfecture de Byumba
Mr. RAIMONDO Pasquale	Administrateur Principal, CEE
Mr. FRANKLIN Thomas	Représentant de l'UNICEF
Mr. KABORE Joseph	Directeur des Opération au PAM au Rwanda
Dr. MAMBU-Ma-DISU	Représentant de l'OMS au Rwanda
Mr. RWAMAKUBA André	Directeur de la Région Sanitaire de Kigali
Mr. PASTELS André	Secteur Rural, Ambassade de Belgique
Père DESCOMBES Michel	Secrétaire Général, CARITAS RWANDA
Dr. NGENDAHAYO Placide	Secrétaire Général de la Croix-Rouge Rwandaise
Mr. HUVELLE Christian	Coordinateur, Croix-Rouge Belge
Mme PONT Monique	Coordinatrice MSFB
Mr. WIJUROCKS Henry	Coordinateur MSFH
Mr. BENIMANA Louis	Administrateur Délégué, Fonds de Contrepartie RWANDA/CANADA
Mme LAUGHLIN Stéphanie	Représentant Adjoint, CRS
Mr. NGENDAHIMANA Athanase	Chargé de Programme au PNUD
Mme VINCENT Yvette	OCSD
Dr. REINHARD BODE Meyer	Chef du Projet DRU BYUMBA
Mme MUKAYIRANGA Landrada	Secrétaire Exécutif de CCOAIB
Mr. MIRUHO Damien	Directeur de la Presse Privée au MININFOR
Mme. MALTAIS Odette	Consul à l'Ambassade du Canada
Mr. BASSERY Philippe	Sous-Directeur de la Caisse Française de Développement

NOMS	FONCTIONS
Mr. CUINGNET Michel	Chef de la Mission Française de Coopération
Mr. LE MOAL Yvon	Représentant Résident Adjoint du PNUD
Mr. DEHEIN Jean-Marie	Chef de Mission Humanitaire de la Croix-Rouge de Belgique
Mr. GBIKPI Pascal	MINAGRI - DPES
Mr. TWIZEYIMANA Prosper	Conseiller Régional d'OXFAM
Mr. NTILIVAMUNDA Alphonse	Directeur des Ponts et Chaussées, MINITRAPE
Mr. MUNYAKARAGWA Aloys	Chef de Division au MINICOMART
Mr. GASHUGI Laurent	Chef de Division Alimentation et Intrants Agricoles, MINAGRI
Mr. DE MARGERIE Jean Pierre	JPO, PAM
Mr. SIBOMANA J.M. Vianney	Directeur de Cabinet, MINETO
Mr. KARAMAGA Faustin	Chef de Division Inspection, MINETO
Mr. FAIDA Justin	Journaliste de Kinyamateka
Mr. NYIRINKWAYA Stanislas,	Conseiller au MINITRASO
Mr. NZABONIMANA Venant	Directeur des Affaires Sociales au MINITRASO
Mr. MUHIRE Aloys	Sous-Préfet de Préfecture, BYUMBA
Mr. WEISER Christophe	Délégué CICR
Dr. KOL Daniel	Coordinateur Médical CICR
Mr. PLANTON René	Membre du Secrétariat Permanent du Comité de Crise
Mr. MIVUMBI Daniel	Assistant au Programme, USAID
Mr. TWAGIRAMUNGU Deocle	MEDERESA
Mr. NTAWINIGA Philippe	Directeur de l'Epidémiologie et Hygiène Publique, MINISANTE
Mr. MUNYANTWALI François	Directeur Général au MINISANTE
Mr. TEGIBANZE Gaspard	Directeur du Trésor et de la Comptabilité Publique, MININFIN
Mr. NDEREBEZA Anasthase	Chef de Division Coopération Multi-latérale, MINAFFET
Mr. SEBAHAKWA Augustin	Directeur du Commerce Intérieur au MINICOMART
Mr. BLOESCH Vis	Coordinateur Adjoint à la Coopération Suisse
Pasteur BABERAKUBONA Ezéchiel	Secrétaire du Service aux Réfugiés au CPR.
Mr. BROECKE Anton	Responsable des aides d'urgence à la Section de Coopération Belge

Une attention particulière a été accordée au retour des déplacés dans la zone tampon. Suite au communiqué lancé par le GOMN, certains déplacés ont tenté un retour chez eux. Même si ce n'est pas un grand mouvement de retour, il y en a tout de même qui partent quand même pour essayer d'échapper aux conditions précaires des camps.

Jusqu'à présent ce retour n'est pas réglementé par le Gouvernement Rwandais. La zone tampon reste une zone où aucune autorité n'est admise et aucune administration n'est en place. Cependant, il y aurait des témoignages selon lesquels le FPR aurait installé une administration locale dans les communes de Kidaho et de Cyeru.

Pour le moment, cette zone est théoriquement sous le contrôle du GOMN, mais ce groupe ne dispose pas de moyens humains suffisants pour étendre son contrôle sur toute la zone. Le problème d'absence de statut reste entier.

Ayant été une zone de combat, elle est encore minée et comprend encore des pièges. C'est donc une zone à haut risque dans laquelle la population qui y va et qui trouve la plupart des biens démolis et endommagés peut être difficilement assistée dans les conditions actuelles d'insécurité. Ceux qui sont déjà sur place ne savent pas comment quitter les lieux et ceux qui sont encore dans les camps ne savent pas comment s'y rendre.

Le statut de la zone est une question qui doit être discutée et avoir une réponse dans le cadre des négociations de paix d'Arusha. Mais étant donné que l'assistance à cette population démunie et se trouvant dans cette zone est une urgence, on ne peut pas attendre l'issue des négociations pour mener cette aide humanitaire. Les organisations de secours sont prêtes à retourner dans la zone tampon, mais il faut un minimum de sécurité.

La réunion a recommandé que la Sous/Commission Sécurité et Encadrement recueille le maximum d'informations sur la sécurité/insécurité de la zone pour que le Gouvernement puisse se prononcer. La réunion recommande également que le Gouvernement hâte la venue de la force internationale neutre qui pourra assurer un minimum de sécurité dans la zone. En attendant les organisations continueront à assister la population dans les camps et pourront améliorer l'assistance dans la zone tampon après l'élucidation de la question.

Après les informations et échanges de vues sur les deux points à l'ordre du jour, quelques problèmes divers ont été soulevés par certains participants intervenant dans l'assistance aux déplacés.

Il s'agit des problèmes de dédouanement et d'enlèvement rencontrés par les organisations auprès de la Douane et de Magerwa lors de l'arrivée des aides. La réunion a chargé la Sous/Commission Gestion et Distribution des aides de faire un document sur la question, en vue de pouvoir demander plus de facilités en ce qui concerne les aides d'urgence.

Un autre point soulevé a trait aux problèmes de stockage que risque de rencontrer le PAM suite à l'annonce par l'OCIR de lui retirer le magasin de stockage alimentaire qui était à sa disposition.

Il faudra voir comment garder ce magasin pour un mois, en attendant de trouver une solution de rechange.

Le Président de la réunion a annoncé aux participants les réflexions qui ont eu lieu au niveau de la Coordination du Comité de Crise, et qui ont suggéré de mettre en place un mécanisme rapide de préparation de décisions de coordination. Cela permettrait de résoudre au plus vite les problèmes urgents, alors que les réunions du Comité de Crise au grand complet seraient moins fréquentes et seraient consacrées à l'échange d'informations.

La réunion a clôturé ses travaux à 12h15. La date de la prochaine réunion du Comité de crise sera communiquée ultérieurement.

Fait à Kigali, le 2 avril 1993

Le Président du Comité de
Crise,
MBONIMPA Jean-Marie V.

Rapporteur de la réunion
NGENZI Innocent,
Secrétariat du Comité de Crise



annoncé aux p
administration



présenté au p
à la C
à la C

re. aux à 12

annoncé aux p

à la C

à la C

à la C

à la C

Annexe:
Liste des participants

NOMS	FONCTIONS
Mr. MBONIMPA J.M.Vianney	Directeur de Cabinet du Premier ministre, Président du Comité de crise
Mr. MUSEKURA Faustin	Conseiller aux Affaires Sociales, Educationnelles, de Jeunesse et de Culture, Services du Premier ministre
Mr. RWANGABO Pierre Claver	Chef de Service des Affaires Sociales, Services du Premier ministre
Mr. BIZIMUNGU Télésphore	Directeur Général au Ministère du Plan
Mr. Stephane DEVAUX	Expert-Coordinateur auprès du Secrétariat du Comité de Crise
Mr. Yvon Le Moal	Représentant Résident-Adjoint du PNUD
Mr. NDEREBEZA Anastase	Chef de division, Coopération- Minaffet
Mr. NGIRABACU J. Baptiste	Chef de division, Comptabilité Publique, Minifin
Mr. MIVUMBI Daniel	Assistant au Programme USAID
Mr. STOCKER Walter	Chef de délégation CICR
Maj. BAM GAKARA Théophile	Représentant du Minadef (G1E)
Dr. MAMBU ma Disu	Représentant de l'OMS
Mr. KABORE Joseph	Directeur des Opérations au PAM
Mr. MUNYANTWALI François	Directeur Général au Minisanté
Dr. RWAMAKUBA André	Directeur de la Région sanitaire de Kigali
Mr. FRANKLIN Tom	Représentant de l'UNICEF
Dr. HEIKE Puppe	Premier Secrétaire, Ambassade d'Allemagne au Rwanda
Mr. PLANTON Rémi	Secrétariat du Comité de Crise
Mr. RODRIGUE André	Conseiller Economiste, Coopération Canadienne
Mr. DEHEYN Jean Marie	Chef de Mission-Opérations Humanitaires, Croix Rouge de Belgique
Mr. SEBAHAKWA Augustin	Directeur du Commerce Intérieur, Micomart
Mme NIRERE Béatrice	S/Préfet de Byumba
Pasteur E. BABERAKUBONA	Secrétaire aux Réfugiés au Conseil Protestant du Rwanda
Mr. SEGBOR Emile	Délégué a.i, HCR
Dr. NGENDAHAYO Placide	Secrétaire Général CRR
Mr. NGENDAHIMANA Athanase	Chargé de Programme, PNUD

Père DESCOMBES Michel	Secrétaire Général, CARITAS RWANDA
Mr. HABIMANA Emmanuel	Chef de division Assistance sociale, Minitraso
Mr. DE MARGERIE J. Pierre	JPO/PAM
Mr. SAILLEZ Pierre	PAM
Mr. SIMONIS Philippe	Conseiller, Direction de l'Energie/Minitrape/Projet GREEN/GTZ
Mr. NDEKEZI KAREKEZI Marcel	Chef de division Inspection du Commerce, Micomart
Dr. BAGWANEZA Madeleine	Conseiller aux Affaires Politiques et Administratives, Minitraso
Mr. GUITARD André	Conseiller Technique et Financier, Coopération Canadienne
Mr. GATERA Gérard	Journaliste, Services du Premier ministre
Mr. GASHUGI Laurent	Chef de division Alimentation et Intrants agricoles, Minagri
Mr. EELKO Brouwer	Représentant de MSF Hollande
Mr. Hubert GODON	Log/Coordinateur MDM
Monique PONT	Coordinatrice MSF Belgique
Florence DAUNIS	Représentante, AICF
Dr. Reinhard BODEMEYER	Chef de Projet DRI MURAMBI/GTZ
Laura JOSEPH	Catholic Relief Services
Mr. KARAMAGA Faustin	Mineto
Mr. SIBOMANA Jean Marie V.	Directeur de Cabinet, Mineto
MALTAIS Odette	Chef de Bureau et Consul, Ambassade du Canada
Mr. BIZIMUNGU Côme	Préfet de la Préfecture de Kigali
Mr. BARIYANGA Sylvestre	Préfet de la Préfecture de Ruhengeri
Mr. CUINGNET Michel	Chef de la Mission Française de Coopération, Ambassade de France
Mr. BROECKE Anton	Chargé des Opérations Humanitaires, Ambassade de Belgique
Mr. GBIKPI Pascal	Minagri-DPES
Mr. GARY Nelson	USAID, Directeur
Mme UBONABENSHI Odette	Directrice Générale, Minitraso
Dr. NIZEYIMANA Théophile	Médecin-Directeur de la Région sanitaire de Ruhengeri
Mr. NGENZI Innocent	Secrétariat du Comité de Crise, Primature

To: UDP107
From: UNA001
(332)
Subject: ATTN: MR. A. LY
Mail id: IPM-141-931019-146381312

Delivered: Tue 19-Oct-93 16:15 EDT Sys 141

IF YOU HAVE PROBLEMS RECEIVING THIS MESSAGE, PLEASE FAX:
+ 41 22 9170023.

DHA-GENEVA 93/0436

DEPARTMENT OF HUMANITARIAN AFFAIRS

INFORMATION REPORT

RWANDA

Number 3

October 1993

The information contained in this bulletin was provided by the UN Resident Coordinator's Office in Kigali.

United Nations Department of Humanitarian Affairs
Development Programme DESA Programme
Kigali Geneva

Telephone: (250) 75381 Telephone: (41 22) 788 70 20
Fax: (250) 76263 Fax: (41 22) 788 63 89

HIGHLIGHTS

First mission of consultants begins preparing programme for UNDP Round Table in Rwanda

Following the request of the Government of Rwanda to assist in the formulation of programmes to address post-war needs, UNDP and a number of UN Agencies are preparing the necessary working documents and making organisational recommendations for the UNDP Round Table, scheduled to occur during the first quarter of 1994.

An inter-agency mission arrived in Rwanda on September 20 to develop strategies for demobilization and reconstruction, and to prepare, in cooperation with the Government, the first draft of the programme for the Round Table. The programme (which should be completed by the end of October and which will take into account bilateral and NGO inputs) will be reviewed by the Broad-Based Transitional Government, and if adopted, submitted to the donor community for consideration.

Problems involving food distribution continue

In the Ruhengeri area the ICRC has taken action to prevent the abuse of an absence of reliable beneficiary lists. These measures have led to riots, road-blocks and looting.

In Byumba East, volunteers from the Rwandese Red Cross were temporarily taken hostage by assailants, who complained that food distribution sites should be moved. The situation is now under control.

Resettlement, Demobilization and Reconstruction

Following a 9 August meeting in Kigali chaired by the Prime Minister and the Minister of Planning and attended by the Public Administration, UN Agencies, donors and NGOs, UNDP has established, and is co-financing along with CARITAS, a project to

assist the Rwandese Government in its effort to resettle war displaced. In an initial step, UNDP has sub-contracted CARITAS to repair houses for more than 1,000 families in Ruhengeri and Byumba.

Additionally, UNDP organised a meeting with the international and national NGOs to begin a dialogue focused on their future role with regard to demobilisation and reconstruction. Following the meeting, a working group of 4 NGOs (both national and international) have begun examining possible demobilization and reconstruction activities, with a focus on the make-up of beneficiary groups.

The Resident Coordinator's Office in Rwanda has received a contribution against the UN Consolidated Appeal that will make possible the establishment of a fully staffed UN Emergency Unit in Rwanda. The Emergency Unit, working under the supervision of the Resident Coordinator, will ensure follow-up on UN assistance to Rwandese displaced and assist in the organization of relevant aspects of the Round Table. UNHCR continues to repatriate refugees from Burundi, 2,000 of whom have been repatriated since July 1993.

SECTORAL ACTIVITIES

Food/Nutrition

WFP reports that food distribution for the second wave of displaced in the DMZ has much improved as a result of more reliable, computerized, lists of beneficiaries.

ICRC is considering milling 13,000 MT of maize (already in the pipeline) before shipping it to Rwanda.

UNICEF continues to oversee nutritional surveillance in about 12 camps, and plans to increase the operational component of its activities (i.e. reintegrate nutritional activities into health centre activities) in view of an increased emphasis on rehabilitation. UNICEF reports that the nutritional situation of children under 5 has improved. UNICEF is distributing high protein biscuits (through CARITAS and supplementary and therapeutic feeding centres) and medication to children, lactating mothers and pregnant women.

A Nutrition-Committee, set up at the request of the Comit de Crise and consisting of nutritionists from Minisant and a range of humanitarian organisations (UNICEF, ICRC, MSF-Holland, AICF, CRS) has made the following observations concerning the displaced residing in camps: i) rations in some of the camps are not adequate, partly as a result of continued lack of comprehensive and reliable lists and inflation of existing lists; ii) children have not been eating maize in grain form, and as a result, maize in grain form is being sold for other food. Although the displaced have begun to return home and although absolute numbers of malnourished children has begun to decrease, the percentage of malnourished children in camps has increased, because it is the most destitute families that are remaining in the camps. In the largest camp (Nyacyonga), 12% of children under 5 are malnourished. The Nutrition-Committee has advised that the quality and quantity of food rations be augmented for camps housing the most destitute among the displaced originating from the RPF zone. In the DMZ, rations will be maintained at current levels until the harvest of December 1993. WFP reports that these recommendations will likely be implemented by the 15th of October.

AICF covers therapeutic and supplementary feeding centres in the DMZ and has appealed to the Government to begin assuming

responsibility for nutritional therapeutic centres by the end of this year.

CARITAS provides food to health centres in the DMZ. Aide et Action provides food to nutritional and therapeutic centres in the Cyeru and Nyamugali camps.

Health

UNICEF has expressed some concern that Governmental medical staff has not returned to the DMZ, leaving health centres inoperative. UNICEF has purchased and distributed medicines to implementing agents, including anti-meningococcal vaccine in order to support vaccination campaigns implemented by NGOs. These campaigns have proved to be extremely successful: in the course of the last 2 weeks only 7 cases of meningitis have been reported. In a coordinated attempt to control and/or prevent epidemics, WHO and UNICEF have organised a mission to examine the prevalence of dysentery bacteria in a number of camps.

MSF-Belgium has performed the small renovation of the health centres in the Ruhengeri area. Medecins du Monde have mobile consultations in Bwisige, Gisiza, and Mukono. ICRC has terminated operations of its mobile clinics and supports existing health structures in the Governmental and RPF zones. ICRC is also opening health desks along the frontline border with the RPF zone. RPF doctors will oversee these centres in cooperation with doctors of the Ministry of Health. Consultations, three times a week, have already begun in some locations.

Water/Sanitation

An increase in cases of dysentery has been reported among the local population, a result of unsanitary conditions. Additionally, unsanitary conditions in camps for the displaced have resulted in an increase in the number of virus-bearing ticks. Programmes to exterminate these pests are being carried out by MSF-Holland and Minisant.

UNICEF and its implementing partners in Byumba East and Kigali report that the camps in these regions are stable and activities are being carried out on schedule.

Agriculture

Though FAO has yet to receive contributions against programmes outlined in the UN Consolidated Inter-Agency Appeal for Rwanda, the organization is providing 10,000 families in the DMZ with fertilisers, machetes, hoes, lime, and seeds.

25,000 families (1/3 of the Byumba Prefecture) have already received seed donations from CARE, with the remaining families to receive donations in the near future. The Centre de Perfectionnement Agricole (CPA) and the Belgian Red Cross have also distributed seeds and hoes to 6,800 and 15,000 families respectively. 60,000 hoes have been distributed by the Rwandese Red Cross. ICRC will soon commence distribution of 260 MT of seeds (beans/maize) to the population on the frontline with the RPF zone. Catholic Relief Services will soon start distributing 180 MT of maize, 270 MT beans, and hoes. This action will be completed by the Rwandese Red Cross and ICRC.

Table I
RWANDA 1993 Updated Financial Summary - by Agency
(1 April to 30 September 1993)

Compiled by DHA/Geneva on the basis of information
provided by the respective appealing agencies.

Agency	1993 RWANDA Requirements	Income/Contributions	Shortfall	Percentage Covered
WFP	51,972,590 (a)	33,921,480	18,051,110	65.3
UNICEF	10,744,129	2,025,480	8,718,649	19.0
WHO	7,800,000	18,530	7,781,470	0.2
FAO	7,113,800	483,270	6,630,530	7.0
UNDP	283,000	283,000	0	100
DHA	620,000	70,872	549,128	11.4
TOTAL	78,533,519	36,802,632	41,730,887	47

BREAKDOWN OF ABOVE CONTRIBUTIONS THROUGH UN AGENCIES

Donor	Channel	Project Code	MT	Amount (US\$)
Belgium	WFP	RWA-93-1/N01	3,500	1,574,755
Canada	DHA	RWA-93-1/N21		40,404
Canada	UNDP	RWA-93-1/N01		29,000
Canada	UNICEF	RWA-93-1/N10		198,413
Japan	UNV(c)	RWA-93-1/N20		15,234
Japan	WFP	RWA-93-1/N01	10,796	4,857,444
Japan	UNV(c)	RWA-93-1/N13		18,530
Netherlands	FAO	RWA-93-1/N18		270,270
Netherlands	UNICEF	Unearmarked		259,067
Sweden	WFP	RWA-93-1/N01	4,726	3,843,749
Switzerland	UNICEF	RWA-93-1/N05		318,000
USA	UNICEF	Unearmarked		1,200,000
USA	WFP	RWA-93-1/N01	21,930	10,974,065
EC	UNDP	RWA-93-1/N19		31,250
EC	WFP	RWA-93-1/N01	24,151	12,391,467
FED(b)	UNDP	RWA-93-1/N19		192,750
FAO/TCP	FAO	RWA-93-1/N17		213,000
NC/ Switzerland	UNICEF	Unearmarked		50,000
UNDP	UNDP	RWA-93-1/N19		30,000
ICRC	WFP	RWA-93-1/N02		280,000
APSO, Ireland	UNV(c)	RWA-93-1/N20		15,234
TOTAL			65,103	36,802,632

(a) WFP emergency food assistance requirements are slightly higher than as published in the appeal due to a revision of the ITSH costs.

(b) Fonds Européen le Développement

(c) Contributions for projects appealed by DHA and WHO but given to and implemented by UNV.

**ADDITIONAL 1993 PLEDGES/CONTRIBUTIONS TO RWANDA
As reported to DHA by Donors
as of 30 September 1993**

Donor	Channel	Description	Amount (US\$)
Austria	ICRC	Cash	87,000
Belgium	RC/Belgium	Cash	909,090
Belgium	RC/Belgium	Cash	1,279,761
Belgium	Caritas	Cash	684,523
Belgium	MSF/Belgium	Cash	416,666
Canada	OXFAM/Quebec	Cash	117,575

Denmark	SCF/Denmark	Cash	159,744
Germany	German NGO	Cash	85,890
Germany	Multi	Cash	184,049
Germany	Multi	Cash	245,399
Netherlands	CEBEMO	Cash	481,566
Netherlands	ICRC	Cash	1,639,344
Netherlands	MSF/Holland	Cash	611,565
Netherlands	MSF/ Netherlands	Cash	1,098,901
Spain	Spanish Agency Int'l Coop./MFA	Cash	59,829
Spain	AECI/MAE/ Farmaceuticos Mundi	Cash	59,829
Sweden	Local Churches	Cash	561,806
UK	ACORD	Cash	69,074
UK	CARE	Cash	152,239
UK	Christian Aid	Cash	44,776
UK	OXFAM	Cash	148,368
UK	OXFAM	Cash	296,843
EC	RC/Belgium, Caritas Int'l, UNHCR	Cash	1,190,476
TOTAL			10,584,313

OTHER PLEDGES
=====

- (1) An additional contribution of US\$ 526,316 to WFP has been reported by the donor (Netherlands) but has not yet been confirmed by WFP as a new 1993 contribution.
- (2) A report from the "Services Du Premier Ministre, Secretariat Permanent Du Comité de Crise, Commission Mobilisation des Aides" giving a detailed account of aid being channelled in the field is available from DHA upon request.

END OF REPORT

To: UDP107
From: UNAO01
(211)
Subject: ATTN: MR. A. LY
Mail Id: IPM-141-930909-055740400

Delivered: Thu 9-Sep-93 6:11 EDT Sys 141

Orig: UNDROCTR via UNICC CALL/MAIL
Reply: Please reply to UNAO01 with "for UNDROCTR" in the first
line of text
Attn: KIGALI
Subject: ATTN: MR. A. LY
Msg-ID: <09SEP93-1381 at UNICC>

DEPARTMENT OF HUMANITARIAN AFFAIRS

INFORMATION REPORT

RWANDA

NUMBER 2

SEPTEMBER 1993

The information contained in this report was provided by the
UNDP Resident Coordinator's Office in Kigali.

Department of Humanitarian Affairs UNDP-Kigali
DESA Programme - Geneva

--More--

TELEPHONE: (41 22) 788 70 20 TELEPHONE: (250) 75381
FAX: (41 22) 788 63 89 FAX: (250) 76263

HIGHLIGHTS

Secretary-General sends UN Reconnaissance Mission to assess
peace strategies in Rwanda

Following the Arusha Peace Agreement of 4 August, between the
Rwandese Government and the Rwandese Patriotic Front, a UN
mission visited Rwanda from the 19 to the 31 August. The
mission, staffed by representatives from the United Nations
Department of Humanitarian Affairs, UN Department of Political
Affairs, the UN Department of Peace Keeping Operations and the
UN Field Operations Division, assessed the security conditions
and the humanitarian needs in the country, in order to assist

the Secretary-General in making recommendations to the
Security Council on the implementation of resolution 846
(1993) (involving possible UN assistance to the OAU in
implementing the peace agreement).

The DHA member of the mission team worked closely with the
Resident Coordinator's Office, in-country representatives of
UN Agencies and with the NGO community in Rwanda in order to
identify how arrangements for the envisaged international
neutral force could be made to complement on-going
humanitarian activities.

Transition period between emergency aid and reconstruction

requires intense cooperation between humanitarian operators

On 9 August UNDP Rwanda convened a meeting to discuss the urgent needs of the displaced people in the Demilitarized Zone (DMZ). The meeting, attended by representatives of the Rwandese Government, Donors and UN Operating Agencies, and held in the context of 90% population returns to Ruhengeri prefecture and 80% population returns to Byumba prefecture, focused on the following: reinstalling families in the DMZ, reinforcing the health sector in the DMZ, relaunching agricultural activities in the DMZ, rehabilitating schools, and taking care of first generation displaced in the camps of Kirambo (Ruhengeri). Information campaigns have been launched to inform the returnees about the responsibilities of the different humanitarian organizations.

=====

SECTORAL ACTIVITIES

=====

Food

WFP and ICRC have started to cut the distribution of yellow maize and of oil by 50% in the DMZ, in response to the continuing misappropriation of food aid. Rations in camps with a precarious nutritional situation will not be reduced. ICRC has commenced large-scale nutritional surveys.

WFP reports a number of urgent problems. As a result of a lack of storage facilities, 8,000 MTs of food stock have been left in the open. Consequently, there have been incidents of food aid being exposed to moisture and as a result being rendered unacceptable. In addition, food aid has not always coincided with local consumption patterns (the distribution of yellow maize, specifically, will be reassessed, as it is regularly not accepted by beneficiaries, who are accustomed to white or powdered maize). The security of food transport is gradually improving, but still remains a delicate issue, especially in Byumba East.

Health

In view of the continuing return of displaced to the DMZ, most humanitarian organizations have been "following" returnees to their homes. In Byumba, 12 of the former 14 health centres have been reopened, and operate with basic infrastructural means. Long-term rehabilitation of health structures in the DMZ requires serious consideration, given that local health staff will shortly be returning to the area.

As a result of a number of successful vaccination campaigns, incidence of epidemics have been reduced. Cases of meningitis are gradually diminishing and have totally disappeared in Byumba. Cases of dysentery continue to be reported in the Ruhengeri Area.

Nutrition

A steering committee composed of representatives from UN agencies, NGOs, Churches, and the ICRC, has been established to coordinate information and surveys in the area of nutrition. The Committee will formulate recommendations to WFP

AICF is trying out a new kind of cheaply processed nutritive milk to combat severe malnutrition. Malnutrition among children, pregnant women lactating mothers and the elderly continues to be a serious problem in the remaining camps for the Displaced.

UNICEF is supplying water systems in the camps for the displaced, in close coordination with the Government and several NGOs. However, hygiene problems in the camps remain a primary concern.

There is widespread agreement that seeds should be distributed in the DMZ before October so that returnees can be prepared for self-sufficiency. Agricultural implements, including hoes, are being distributed. Shortages of cooking fuel are severe, especially in and around camps. Charcoal is being sought to avoid further deforestation.

The new school year is approaching, but the needs of school material, clothing and minor rehabilitation of buildings have not yet been covered completely.

A UNV Information Officer has joined the UN Emergency Unit in Kigali. The Unit, working under the supervision of the Resident Coordinator, will continue to collect data, analyze and disseminate emergency information, and report, through DHA, to the international community.

==}=~8 π π π π π π π π π π i j j | 124 | 111 TABLES

DIRECTLY APPLIED TO THE RWANDA APPEAL (as reported to
DHA/Geneva by UN Agencies, as of 31 August 1993)

	A	B	C=A-B	D=B/A
Agency	1993 Rwanda Requirements	Contributions (in US\$)	Shortfall	% Covered
WFP	51,972,590*	19,914,052	32,058,538	38%
UNICEF	10,744,129	1,398,413	9,345,716	13%
WHO	7,800,000	18,530	7,781,470	0%
FAO	7,113,800	483,270	6,630,530	7%
UNDP	283,000	283,000	0	100%
DHA	620,000	70,872	549,128	11%

TOTAL:	78,533,519	22,168,137	56,365,382	28%
--------	------------	------------	------------	-----

* WFP emergency food assistance requirements are
--More--

slightly higher than as published in the appeal
due a revision of the ITSH costs.

pour que ce dernier soit prêt à intervenir pour parer à tout incident éventuel;

- Le Minadef doit utiliser tous ses moyens pour réprimer toute manifestation non autorisée.

3° S'agissant du problème de la diffusion d'information, les journalistes et les organes de presse doivent s'entendre avec les concernés sur l'information disponible avant de diffuser celle-ci.

4° Pour ce qui est des lieux de stockage, contacter le Mininter pour voir les possibilités de décentralisation dans les communes environnantes où des places de stockage sont disponibles.

5° Les enquêtes déjà initiées sur les vol et détournement de l'aide doivent aboutir et les conclusions portées à la connaissance de tous les concernés.

6° Le Gouvernement Rwandais doit donner une information officielle en faveur des déplacés, des bailleurs, des opérateurs et autres intervenants pour que l'oeuvre de solidarité en faveur des déplacés du Rwanda puisse se poursuivre d'une façon harmonieuse.

Le Premier Ministre a terminé en réitérant sa disponibilité et son ouverture à toute suggestion et tout appel qui concourt à aider et à soulager les déplacés.

La réunion commencée à 10H30 a clos ses travaux à 13H50.

Kigali, le 11 novembre 1993

Le Rapporteur
Innocent NGENZI

Secrétariat Permanent
du Comité de Crise.



REPUBLICQUE RWANDAISE
SERVICES DU PREMIER MINISTRE
COMITE DE CRISE POUR
LES DEPLACES DE GUERRE
B.P. 1334 KIGALI

Kigali, le 13 OCT. 1993
N° 7-90 /02.9

- A toutes les Représentations Diplomatiques et Consulaires
- Aux Organisations Non-Gouvernementales,
- A tous les Ministères,
- Aux Préfets de Byumba, Ruhengeri et Kigali,
- Aux Médecins-Directeurs des Régions Sanitaires de Byumba, Ruhengeri et Kigali,

Objet: Compte-rendu de
la 9^{ème} réunion
du Comité de crise
tenue le 23 septembre 1993

Monseigneur,
Révérend Père,
Madame,
Monsieur,

Je vous prie de bien vouloir trouver ci-joint, le compte-rendu de la neuvième réunion du Comité de Crise tenue le 23 septembre 1993.

La réunion a fait des remarques et des observations sur le compte-rendu de la réunion précédente afin de corriger ce qui a été oublié.

Les participants ont également été informés de la situation de la nouvelle stratégie d'approvisionnement en vivres par le PAM.

Le compte-rendu passe aussi en revue les différentes interventions des opérateurs dans la zone démilitarisée qui se font dans les domaines de la distribution alimentaire, de la relance agricole, de l'activité médicale, nutritionnelle et des besoins domestiques. Il est également question des sites de distributions et de l'utilisation des nouvelles listes des bénéficiaires de l'aide humanitaire.

Vous remerciant de n'épargner aucun effort pour assister les déplacés de guerre du Rwanda, je vous prie d'agréer, Monseigneur, Révérend Père, Madame, Monsieur, l'expression de ma haute considération.

Le Directeur de Cabinet a.i. du Premier
Ministre et Président du Comité de Crise pour
les Déplacés de guerre.

SEZIBERA Dima

Copie pour information à:
Son Excellence Monsieur le Président
de la République Rwandaise
Kigali



COMPTE RENDU DE LA 9EME REUNION DU COMITE DE CRISE - 23.09.1993

Ouvrant la réunion, le Président du Comité de Crise a invité les participants à faire des remarques et observations sur le compte rendu de la réunion précédente afin de corriger ce qui a été oublié. Une remarque de forme a été faite et concerne la structuration du compte rendu, qui est difficile à lire, parce que les points de l'ordre du jour n'étaient pas bien distincts. A l'avenir la distinction de chaque point sera respectée.

Trois remarques de fond furent aussi annoncées. On avait dit lors de la dernière réunion que le Gouvernement Rwandais devrait annoncer aussi sa contribution en faveur des déplacés de guerre. Egalement, tous les membres du Comité de Crise devraient être présents lors des réunions de ce Comité, pour que les décisions qui s'y prennent et qui incombent à l'un ou à l'autre membre soient suivies d'effet. La dernière remarque concerne la convocation de la réunion du Comité de Crise à 9H au lieu de 10H parce qu'on a remarqué depuis un certain temps que cette réunion se termine à des heures tardives. Etant donné que les participants souhaitent sortir à 12H et que la réunion ne s'est jamais terminée avant cette heure, il serait nécessaire que l'heure de 9H soit fixée pour les prochaines réunions.

Après ces observations, le Président de la réunion a exposé l'ordre du jour et s'est retirée ensuite pour d'autres urgences en laissant le Chef du Service des Affaires Sociales et Coordinateur du Secrétariat Permanent du Comité de Crise présider la réunion.

L'ordre du jour comprenait 5 points :

1. Situation de l'approvisionnement en vivres par le PAM en application de la nouvelle stratégie annoncée dans la réunion précédente;
2. Point sur les différentes interventions dans la zone démilitarisée;
3. Point sur la situation dans les camps;
4. Point sur les sites de distribution et utilisation des nouvelles listes;
5. Divers.

1. Situation de l'approvisionnement en vivres par le PAM application de la nouvelle stratégie annoncée dans la réunion précédente.

Il faut distinguer 2 périodes pour l'approvisionnement en vivres par le PAM en faveur des déplacés de guerre. Pour la période actuelle qui prend fin décembre 1993, le PAM a diminué la ration de maïs et d'huile de moitié, suite aux conclusions de la mission PAM qui s'est effectuée dernièrement au Rwanda. (toujours la position du Siège. Les résultats des enquêtes faites par certains opérateurs sur place n'étant pas en conformité avec les conclusions de la mission, Le PAM Kigali a engagé un dialogue avec le Siège pour assouplir la position, mais il faut que des points positifs dans la gestion des aides déplacés soient montrés par le côté rwandais.

Durant cette période, le PAM dispose des stocks et des moyens permettront l'approvisionnement jusqu'en décembre 1993. Il peut cependant poser des problèmes en haricots puisque l'on signale qu'il est déjà difficile de s'approvisionner en Ouganda, pays qui était jusqu'ici la principale source de cette denrée.

La deuxième période commence avec janvier 1994. Depuis le début de l'année 1994, le PAM n'assistera plus les déplacés originaires de la zone démilitarisée qui sont pour le moment en train d'être aidés pour s'autosuffire prochainement. Il n'envisage pas non plus, pour le moment, d'assister l'année prochaine les déplacés de la zone occupée par le FPR. Il ne pourrait néanmoins le faire que si les listes de ces gens sont bien arrêtées et si les enquêtes sur le vol et le détournement qui ont été initiées aboutissent à des résultats satisfaisants.

A titre d'exemple, on a fourni des informations très précises concernant le vol de 40 tonnes d'huile à partir de MAGERWA. En clarifiant ce fait et en punissant les responsables, la partie rwandaise aurait fourni un argument positif pour contribuer à l'assistance future des déplacés. Il faut signaler aussi que le PAM s'est plaint de la campagne de dénigrement de la presse dont il a été l'objet lorsque la télévision rwandaise a montré des quantités de maïs qui pourrissaient dehors alors que la partie rwandaise ne lui a pas facilité les choses en lui fournissant les magasins de stockage dont il avait besoin et qui étaient disponibles.

Dans le même cadre de l'approvisionnement, et jusqu'à la fin de cette année, le CICR réagira en fonction des déplacés là où ils se trouvent, et les besoins en stock sont couverts jusqu'à la fin de cette période.

Concernant l'année 1994, le CICR n'interviendra pour les déplacés de la première vague que s'il y a une volonté de la part des autorités (du responsable de cellule et du conseiller à l'échelon supérieur) d'aider le CICR à assister les déplacés. Il faudra que les listes des personnes déplacées originaires de la

zone FPR soient disponibles et d'une façon fiable avant le début du mois de novembre de cette année.

Ces listes, avec une volonté des autorités locales d'encadrer la population, serviront d'argument de discussions dans la réunion du Comité Exécutif du CICR qui se tiendra au mois de novembre 1993, pour voir dans quelles mesures la prolongation de l'aide humanitaire pour 1994 serait possible.

La réunion a été informée aussi de l'incident qui s'est produit au point de distribution de KIYOVE lorsque les déplacés de Butaro ont tabassé des volontaires de la Croix-Rouge, ce qui a occasionné la suspension de l'aide pour cette Commune pendant un certain temps.

A cet effet, une réunion était prévue à la Sous-Préfecture de Busengo le vendredi 24/09/1993 pour débloquer la situation.

Au moment de la rédaction de ce compte rendu, la situation est redevenue normale après des mesures qui ont été prises au cours de cette réunion.

On a décidé notamment de faire des réunions quand le besoin se fera sentir entre volontaires de la Croix-Rouge et les autorités locales pour prévenir tout incident. Les autorités locales ont accepté de faire tout leur possible pour encadrer la population et préparer avec soin chaque distribution au point de vue sécurité.

En ce qui concerne les détournements, entre autres les 40 tonnes d'huile, il a été répondu que le Premier Ministre a saisi lui-même le Ministre de la Justice pour qu'il fasse aboutir la question le plus rapidement possible.

Pour l'entreposage notamment le stock de l'OCIR, chaque concerné doit s'y mettre le plus rapidement possible pour voir si ce stock pourrait être disponibilisé comme avant, au moins dans 10 jours.

Concernant la campagne de dénigrement du PAM, le représentant du MININFOR a dit que ce dernier n'a pas une volonté délibérée de dénigrer les opérateurs, peut-être qu'il y a eu un excès de zèle de la part d'un journaliste.

Pour ce qui est de l'encadrement des déplacés de la première vague, il faut savoir que les bourgmestres ont des problèmes de moyens pour l'assumer; ils font cependant leur possible. Une enveloppe avait été demandée au Conseil du Gouvernement pour les aider dans cette tâche, mais ce qui a été fait jusqu'à maintenant reste très insuffisant.

Etant donné qu'il subsiste des problèmes dans la gestion des déplacés et que les opérateurs ne sont pas satisfaits des efforts de l'administration rwandaise, il a été proposé au cours de la réunion que les membres du Comité de Crise, côté rwandais, fassent une réunion technique pour cerner les problèmes que les donateurs et opérateurs évoquent.

2. Interventions dans la Zone démilitarisée

Les interventions dans la DMZ se font au point de vue alimentation, relance agricole, médicale, nutritionnelle et besoins domestiques.

a) Distributions alimentaires

Les places de distributions fonctionnent dans la Zone. Un certain nombre de personnes déplacées originaires de la DMZ reste dans la zone gouvernementale et n'a pas de raisons d'y rester. Elle ne devrait donc pas tarder à rentrer et bénéficier des mesures d'appui chez eux pour ne pas rater la saison culturale.

b) Relance agricole

CARE a déjà distribué les semences pour 25.000 familles dans la région démilitarisée de Byumba soit 1/3 des semences disponibles à CARE. Le reste sera distribué prochainement et le reliquat sera donné en janvier 94. CARE est appuyé dans cette région par CPA et CRB, notamment pour la distribution des semences et des houes.

CICR donnera 160 Tonnes de semences dans la région de la DMZ qui est proche de la zone FPR.

CRS distribuera d'ici 2 semaines 180 Tonnes de maïs et 270 tonnes de haricots et un certain nombre de houes. CRS sera complété par CICR et CRB. Si les besoins en relance agricole pourront être couverts dans Byumba, il n'en sera pas de même à Ruhengeri où environ 100.000 ménages ne seront pas servis.

c) Activité médicale

MSF-B: La petite réhabilitation a été réalisée à Gitare, Mucaca, Kinyami, Nyamugali, Tumba et Cyungo. Ces centres de santé fonctionnent à part des problèmes d'eau qui subsistent à Tumba et à Mucaca.

MDM : Les 3/4 des déplacés dont il s'occupait sont rentrés. Il les suit avec ses consultations mobiles tout en s'occupant des centres de santé de Gisiza et de Bwisige.

Il attend un financement pour réhabiliter le centre de santé de Mukono qui a été trop endommagé.

CRB : Petite réhabilitation de l'hôpital de Ngarama, du centre de santé de Nyagatare et celui de Rwerere. Fourniture d'une assistance pour la mise en place des services médicales dans l'hôpital de Byumba à partir du 1er octobre 93.

CICR : Il a stoppé ses cliniques mobiles et maintient un soutien à Kisaro en petit matériel médical.

Il va ouvrir 3 guichets de santé en bordure de la Zone FPR. Les médecins du

Gouvernement Rwandais et ceux du FPR devraient normalement travailler ensemble, dans ces guichets, pour donner une assistance médicale et de santé aux gens de la Zone.

Dans le cadre de l'activité médicale, on remarque que la plupart des formations médicales ont été réouvertes.

Le Ministère de la Santé est confronté au problème de manque de personnel qualifié et de niveau intermédiaire, qui pourraient prendre la relève une fois les activités des ONG arrêtées dans la zone.

Le Gouvernement Rwandais devrait, à travers le Ministère de la Fonction Publique, trouver du personnel qui pourrait au moins reprendre les formations médicales qui fonctionnent actuellement à l'aide de certaines ONG. Le Comité de Crise devrait faire quelque chose pour que cette question trouve une solution appropriée.

Concernant la collaboration entre les médecins du FPR et ceux du Gouvernement Rwandais, le Ministère de la Santé a tenu une réunion à Kinyihira dernièrement avec les représentants du FPR et on a trouvé que techniquement il n'y a pas de problème. Les deux parties devront s'entendre pour que les médecins travaillent ensemble, ce qui résoudrait d'ailleurs mal de problèmes.

d) Activité nutritionnelle

AICF : Elle prend en charge 200 enfants dans les centres thérapeutiques et nutritionnelles en DMZ. En outre, elle fournit une assistance technique aux Soeurs de Bungwe. Pour AICF, il est impératif que les fonctionnaires de la DMZ rentrent pour prendre en charge ces centres, étant donné l'arrêt très proche des activités dans cette Zone.

CARITAS : Elle fournit un approvisionnement destiné aux groupes vulnérables dans les centres nutritionnels et thérapeutiques.

AIDE ET ACTION : Elle fournit de l'alimentation aux centres nutritionnels et thérapeutiques de Cyeru.

e) Besoins domestiques

CARITAS fait la réhabilitation des maisons des déplacés et procède à la distribution des ustensiles pour l'ensemble de la Zone démilitarisée.

3. Situation dans les Camps

Les déplacés qui restent dans les camps sont originaires de la commune Butaro et de trois secteurs de Cyeru du côté Ruhengeri. Du côté de Byumba, il reste encore une grande partie en provenance des communes occupées par le FPR, et on les retrouve dans Kigali-Nord et surtout dans Byumba-Est. Les listes de ces déplacés causent des problèmes, mais des ajustements et contrôles seront faits pour les cibler d'une façon fiable.

Au point de vue Santé, une bonne évolution est observée, à part des cas

de Kwachiorchor qui sont signalés à Muhondo et une épidémie de méningite dans certains camps, et qu'il faut contrôler.
Les besoins en bois de chauffage se font sentir, mais on pense que les ONG engagés dans ce domaine trouveront une solution, notamment avec les foyers améliorés.

Il faut signaler que les dernières pluies ont détruit les sheetings des "blindés" de Nyacyonga et compte tenu de la période des pluies qui s'annonce, les bienfaiteurs devraient essayer de trouver des solutions à ce problème.

En ce qui concerne l'encadrement des déplacés, il faut dire que la collaboration a eu lieu de tout temps entre les deux côtés. Même s'il y a certaines défaillances qui sont remarquées ici et là, il ne faudrait pas que l'on assiste à un langage de menaces, mais plutôt chercher à trouver ensemble des solutions aux problèmes qui se posent.

4) Point sur les sites de distribution et utilisation de nouvelles listes.

Comme on l'a dit plus haut, les sites de distribution fonctionnent dans la Zone démilitarisée. Dans la Zone gouvernementale, les problèmes restent pour la commune de Butaro dont la population est encore éparpillée dans plusieurs camps.

Il est cependant nécessaire que l'on diminue les sites de distribution pour cette commune parce que l'on remarque qu'il y a certains qui servent plus les commerçants que les déplacés et qui se sont donc transformés en points de négoce. C'est le cas du camp de Muhondo qui abrite 3.436 personnes alors que le CICR et la CRR distribuent pour 35.000 personnes.

Les nouvelles listes des déplacés sont utilisées dans toutes les communes sauf pour la commune de Butaro pour laquelle on essaie encore de cibler la vraie population bénéficiaire.

Seulement, lors du dernier pointage des déplacés à partir des listes du recensement de 91, certaines personnes n'ont pas été trouvées. On a demandé à chaque bourgoumestre, après vérification et sous le couvert du Préfet ou Sous Préfet concerné, de faire parvenir à la Primature la liste de ces personnes supplémentaires pour boucler une fois pour toute la liste de toutes les communes.

C'est à travers ces listes qui s'ajoutent que certaines autorités locales (conseillers, responsables de cellules) essaient encore d'introduire d'autres faux bénéficiaires.

Il faudrait donc que les bourgoumestres concernés s'y mettent davantage pour que l'on ne tombe pas dans la situation antérieure, où le CICR distribuait à 1.500.000 personnes.

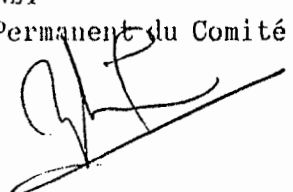
La réunion a clos ses travaux à 12h45'.

Kigali, le 4 octobre 1993

Le Rapporteur

Innocent NGENZI

Secrétariat Permanent du Comité de Crise



ANNEXE:

Liste des Participants.

Noms et Prénoms	Fonction/Organisation
SEZIBERA Dismas	Directeur de Cabinet du Premier Ministre
RWANGABO Pierre Claver	Chef de Service Affaires Sociales/Services du Premier Ministre
MUSONI Gratien	Coordinateur Secours/CRR
NDEREBEZA Anastase	Chef de Division Coopération/MINAFFET
BEGUIN André	PAM Kigali
KAGUBALI Jean-Pierre	MININFOR
Eugénie KANZAYIRE	PNUD
NIRERE Béatrice	S/Préfet de Préfecture BYUMBA
UBONABENSHI Odette	Directrice Générale/MINITRASO
KANYARUBIRA Laurent	Conseiller MININTER
Pasteur Ezéchiel BABERAKUBONA	Directeur du Services des Réfugiés/Urgences-CPR
ANDRE Michel	Coordinateur Aide d'urgence CARITAS RWANDA.
MUNYANEZA François	CARITAS RWANDA.
Serge RWAMASIRABO	SARM - UNICEF
BIZIMUNGU Téléphore	Directeur Général/MINIPLAN
Dr Antoine SERUFILIRA	Chargé des Programmes SMI/PF/NUTRITION à l'OMS
DEHEYN Jean-Marie	Chef de la Mission Humanitaire de la Croix Rouge de Belgique au Rwanda.
PASTEELS André	Chef Secteur Rural Coopération Ambassade de Belgique Kigali.
Ellen COLTHOFF	Coordinatrice Générale MSF(H)
GUIARD André	Directeur du Service d'appui à la Coopération Canadienne

NUNES de GARVALHO, Luis	Conseiller Economique C.E.E
Froduald NTAWULIKURA	Chef de Service Développement de la Communication Rurale - ORINFOR
DEVAUX Stephane	Secrétariat Permanent du Comité de Crise
BARIYANGA Sylvestre	Préfet de RUHENGARI
NDEKEZI-KAREKEZI Marcel	Chef de Division Inspection du commerce MICOMART
ABDELWAHAB.M.JEME	P.A.M.
Philippe GAILLARD	Chef de Délégation du C.I.C.R.
KARAMAGA Faustin	Chef de Division /MINETO
Jean Piere DE MARGERIE	P.A.M.
Annie PEDERSEN	D.H.A.
Florence DAUNIS	Chef de mission AICF
Katrien VANDERSCHOOT	D.H.A.
Claire KUPPER	MSF-B
GEORLETTE Christian	Coordinateur Programme Urgence OXFAM
JACOT-DESCOMBES Marcel	Coordinateur Approv.bois/Coopération Suisse
MUGABO André	Stagiaire à l'ORINFOR
Dr MONET Francis	Région Sanitaire de Kigali
NGENZI Innocent	Secrétariat Permanent du Comité de Crise

REPUBLICQUE RWANDAISE
SERVICES DU PREMIER MINISTRE
COMITE DE CRISE POUR LES
DEPLACES DE GUERRE

Kigali, le 20 JUIL. 1993

N° 559 /02.9

- A toutes les Représentations Diplomatiques et Consulaires
- Aux Organisations Non-Gouvernementales
- A tous les Ministères
- Aux Préfets de Byumba, Ruhengeri et Kigali
- Aux Médecins-Directeurs des Régions Sanitaires de Byumba, Ruhengeri et Kigali

Objet : Compte-rendu de la
7ème réunion du
Comité de Crise
tenue le 02/07/1993

Monseigneur,
Révérend Père,
Révérend Pasteur,
Madame,
Monsieur,

Je vous prie de bien vouloir trouver ci-joint, le compte-rendu de la 7ème réunion du Comité de Crise tenue le 2 juillet 1993.

Ce compte-rendu fait état des mouvements de retour de la population déplacée par la guerre, du déroulement de la distribution des aides alimentaires, ainsi que des interventions dans la zone démilitarisée.

Vous remerciant de tous les efforts que vous ne cessez de déployer pour assister les déplacés de guerre de notre pays, je vous prie d'agréer, Monseigneur, Révérend Père, Révérend Pasteur, Madame, Monsieur, l'expression de ma haute considération.

Pour le Directeur de Cabinet du
Premier Ministre et Président du
Comité de Crise pour les Déplacés
de guerre,

Copie pour information à :

Son Excellence Monsieur le
Président de la République
KIGALI

Dr Ph. RWANGABO P. Claver
Chef du S.A.S. et Coordinateur
du Secr. Perman. du Comité de Crise

COMPTE RENDU DE LA 7ème REUNION DU COMITE DE CRISE

Le 2 juillet 1993, s'est tenue aux Services du Premier Ministre, la 7ème réunion du Comité de Crise pour les déplacés de guerre, présidée par Mr MBONIMPA Jean-Marie V., Directeur de Cabinet du Premier Ministre et Président du Comité de Crise.

La liste des participants se trouve en annexe.

Le Président, après avoir remercié les participants pour leur présence, a évoqué les points de l'ordre du jour, à savoir :

- Les derniers mouvements de la population déplacée par la guerre;
- Le déroulement de la distribution des aides alimentaires (changement de bases, utilisation des nouvelles listes, sécurité, stocks, problèmes nutritionnels);
- Les interventions dans la zone démilitarisée (fonctionnement des structures administratives, des comités, nouveaux intervenants, besoins spécifiques);
- Divers.

1. Mouvements de retour

Les mouvements observés lors de la précédente réunion se sont confirmés. On enregistre un retour de la majorité des déplacés du côté de Ruhengeri sauf le maintien dans de nombreux camps de la population de Butaro, une partie de Cyeru et de Kidaho restant déplacée dans l'attente des accords d'Arusha. A noter un mouvement de reflux d'environ 4.000 personnes de la commune Kinigi vers Nyakinama.

Sur Byumba, les retours ont été très nombreux au nord de Kigali, sur la région de Giti-Rutare et en commune Gituza. Les mouvements ont été moins importants dans les communes Murambi et Muhura. Il a été rappelé qu'il ne fallait pas oublier la population qui reste déplacée malgré la signature des accords de Kinyira.

Les différentes personnes ayant présenté la situation des retours ont souligné certaines difficultés rencontrées, notamment :

- problème de l'insécurité dans la zone démilitarisée;
- infiltration d'éléments du FPR;
- pas de distribution alimentaire dans cette zone;
- manque d'encadrement administratif et social.

2. Distribution alimentaire

M. Stocker, Chef de délégation du CICR, a présenté l'organisation actuelle des distributions alimentaires. Le pipeline mis en place par CICR-PAM permet actuellement l'acheminement (du 26 mars au 26 juin) de 25.600 t de céréales et 6.900 t de haricots. Ces quantités sont arrivées sur les places de distribution et représentent théoriquement une ration pour 30 jours de 10,2 kg de céréales et de 2,75 kg de haricots par personne. Malheureusement, on s'aperçoit encore que les personnes nécessiteuses ne reçoivent pas en totalité ces quantités et que le taux de malnutrition augmente. La fiabilité des listes des bénéficiaires est de nouveau mise en doute.

Il souligne que les mesures prises lors de la réunion du 24 mai n'ont pas été toutes appliquées et que les problèmes demeurent. Il se demande si les sanctions contre les responsables dénoncés ont été prises.

Une multiplication d'incidents sur les places de distribution est également dénoncée. Ces incidents sont provoqués par des agitateurs qui poussent la population déplacée à des mouvements de mécontentements (attaques physiques, blocage de route, pillages, ...).

Le CICR a félicité le Secrétariat Permanent du Comité de Crise pour son travail de mise à disposition de nouvelles listes de bénéficiaires. Si l'outil ainsi obtenu est fiable, la collaboration des autorités dans l'organisation des nouvelles distributions sera bien évidemment indispensable et seule garante de la réussite de l'opération.

Enfin, le CICR déplore l'absence dans la zone démilitarisée des structures administratives, alors que celles-ci constituent un préalable à ce que les distributions puissent s'y faire aisément.

Plusieurs mesures ont été proposées par le responsable du CICR pour faire face à cette situation :

- exploitation rapide des listes informatisées;
- application des mesures prises lors de la réunion du 24 mai;
- assurance que le MININTER et le MINADEF assureront la sécurité sur les places de distribution et feront part des mesures concrètes qui seront prises;
- arrêter les manipulations (désinformation) menées par certains agents.

M. Stocker a proposé que le Conseil Ministériel de Concertation, tel qu'il a été défini lors de la mise en place du Comité de Crise, puisse se réunir rapidement. Le Président du Comité de Crise a approuvé cette suggestion et a suggéré qu'un memorandum soit rapidement préparé pour servir de document de base à cette rencontre. Une commission a été mise en place pour le préparer.

Plusieurs intervenants ont tenu à exprimer leurs craintes et leurs inquiétudes sur la situation actuelle. MSF-H a donné les chiffres très alarmants de son enquête sur la mortalité et la malnutrition dans les camps (Nyacyonga, Mugambazi et Rusine); le PAM rejoint le CICR dans ses préoccupations; M. Nelson de l'USAID exprime en tant que bailleur de fonds le risque de voir l'aide suspendue si rien n'est fait pour redresser la situation.

Le Président du Comité de Crise a demandé aux donateurs de continuer leurs efforts et a requis leur collaboration pour que tous les problèmes rencontrés trouvent une résolution rapide. Il a souligné qu'un certain nombre de mesures ont été prises, mais que les résultats ne peuvent être immédiats.

3. Administration de la zone démilitarisée

De nombreuses préoccupations ont été enregistrées en rapport avec la gestion actuelle de la zone démilitarisée. Les Préfets de Byumba et de Ruhengeri ont signalé que le désordre qui règne dans

certaines camps de déplacés est créé par les habitants de la zone démilitarisée venant chercher les aides humanitaires en zone gouvernementale. Les ONG regrettent que la mise en application des accords de Kinyihira ne soit pas encore effective :

- Les structures administratives ne sont pas en place dans la zone;
- Le personnel socio-sanitaire de ces communes n'est pas partout de retour;
- La sécurité n'est pas garantie.

Les Sous-Préfets de Kirambo et de Kinyihira, et les membres des Sous-Commissions (le Conseiller aux affaires sociales du Premier Ministre notamment) ont tenu à exprimer les difficultés auxquelles ils font face dans l'exercice de leurs fonctions.

Un budget était prévu pour disponibiliser les moyens nécessaires aux Sous-Préfets et membres des Sous-Commissions : voitures, essence, logements. Malheureusement le MININTER n'a pas pu disponibiliser ces moyens, ce qui handicape considérablement tout travail pour l'administration de la zone démilitarisée. Le Président du Comité de Crise a souhaité que ses difficultés soient intégrées au mémorandum qui sera soumis aux membres du Conseil Ministériel de Concertation.

4. Divers

M. Ly, Représentant Résident du PNUD, a fait le point sur les réponses actuelles à l'Appel Consolidé en faveur des déplacés de guerre du Rwanda. Toutes les informations ne sont pas encore disponibles mais la sensibilisation a été forte.

Le Président du Comité de Crise a donné la parole à M. Santkin, Directeur Général de l'A.G.C.D à Bruxelles. Celui-ci a fait part de la préoccupation du Gouvernement belge devant la situation politique actuelle du Rwanda. Les problèmes rencontrés dans l'assistance humanitaire sont très inquiétants et M. Santkin souhaite que des mesures appropriées soient rapidement mises en oeuvre en vue d'un minimum d'efficacité et de transparence dans la distribution des aides.

M. Guitard pour la Coopération Canadienne a regretté que certains points de la réunion du Comité de Crise n'apparaissent pas toujours dans le compte rendu. Il lui a été répondu que pour ce genre de réunion, il serait fastidieux de recourir aux méthodes classiques consistant à l'approbation systématique des procès verbaux avant chaque réunion du Comité de Crise. En compromis, il a été proposé que l'on puisse faire en début de Comité de Crise le point sur le suivi des propositions et des engagements pris entre les 2 réunions du Comité de Crise.

La réunion s'est clôturée à 12 h 15.

1/0 
Le Rapporteur,
Rémi PLANTON.

ANNEXE : Liste des Participants

Noms et prénoms	Fonction/organisation
1. MBONIMPA Jean-Marie V.	Directeur de Cabinet du Premier Ministre et Président du Comité de Crise
2. RWANGABO P. Claver	Service Affaires Sociales - Primature
3. Ahmadou LY	Représentant Résident du PNUD
4. KANYAMIBWA Alexis	S/Préfet de S/Préfecture MURAMBI Préfecture de Kigali
5. NTAWINIGA Philippe	Directeur Epidémiologie et Hygiène MINISANTE
6. DEHEYEN Jean Marie	Chef Opération Humanitaire CRB
7. FRANKLIN Tom	Représentant UNICEF
8. STOCKER Walter	Chef de délégation CICR
9. VITILLO Giuseppe	Délégation de la CEE
10. Père DESCOMBES Michel	Secrétaire Général CARITAS RWANDA
11. Nicolas SAKHA	Emergency Coord.- Catholic Relief Services
12. RODRIGUEZ CARLOS	Délégué du HCR
13. Gary NELSON	Directeur, USAID
14. Anastase NDEREBEZA	Chef de Division/Coopération - MINAFFET
15. Emmanuel HABIMANA	Chef de Division/Assistance Sociale MINITRASO
16. Odette UBONABENSHI	Directrice Générale - MINITRASO
17. CARLE Jean François	Responsable Aide et Action
18. Faustin MUSEKURA	Conseiller Affaires Sociales - Primature
19. Stéphane Devaux	Coordinateur Secrétariat Permanent du Comité de Crise
20. Rémi Planton	Secrétariat Permanent du Comité de Crise
21. Henry SANTKIN	Directeur Général AGCD (Bruxelles)
22. Robert SCHRIEWEN	Chef de la Section Belge de Coopération
23. Michèle DEVYS	Responsable du Secteur socio-économique à l'AGCD (Bruxelles)
24. Anton BROECKE	Chargé des Opérations Humanitaires Ambassade de Belgique

Noms et Prénoms	Fonction/Organisation
25. André PASTEELS	Secteur Rural Coopération Belge
26. Jean-Louis RIDDELL	Conseiller Economique à la Mission de Coopération et d'Action Culturelle Ambassade de France
27. KABORE Joseph	Directeur des Opérations du PAM
28. MENEZES DUFRESNE DIRCE	Premier Secrétaire et Consul - Ambassade du Canada
29. GUITARD André	Directeur du Service d'appui à la Coopération Canadienne
30. BIZIMUNGU Télesphore	Directeur Général - MINIPLAN
31. BIZIMANA Augustin	Préfet de Préfecture BYUMBA
32. Florence DAUNIS	A.I.C.F.
33. BRIGITTE MAITRE	M.D.M.
34. GILLES BRUCKER	M.D.M.
35. HUBERT GODON	M.D.M.
36. ABDELWAHAB. M. JEME	P.A.M.
37. KUPPER CLAIRE	M.S.F. - Belgique
38. HENRY WIJUROKS	M.S.F. - Hollande
39. CHRIS SEWARD	OXFAM-RUI
40. Erin Kenney	P.A.M.
41. SINARUHAMAGAYE J. Bosco	S/Préfet de S/Préfecture KIRAMBO
42. MUSONI Gratien	Coordinateur Opération déplacés - CRR
43. Francis NSENGIYUMVA	Directeur Information - Primature
44. KANYARUBIRA Laurent	Conseiller au MININTER
45. Jean François DUBOIS	Chargé de Projets OCSD
46. BARIYANGA Sylvestre	Préfet de RUHENGARI
47. NDEKEZI KAREKEZI Marcel	Chef de Division Inspection du Commerce MICOMART
48. Pasteur BABERAKUBONA Ezéchiél	Directeur du Service des Réfugiés - CPR
49. Dr RWAMAKUBA André	Médecin Région Sanitaire - Kigali

REPUBLIQUE RWANDAISE
SERVICES DU PREMIER MINISTRE
COMITE DE CRISE POUR
LES DEPLACES DE GUERRE
B.P. 1334 KIGALI

Kigali, le 13 SEP. 1993
N° 703/02.9

- A toutes les Représentations Diplomatiques et Consulaires,
- Aux Organisations Non-Gouvernementales intéressées,
- A tous les Ministères,
- Aux Préfets de Byumba, Ruhengeri et Kigali,
- Aux Médecins-Directeurs des Régions Sanitaires de Byumba, Ruhengeri et Kigali,

Objet: Compte-rendu de
la 8^{ème} réunion
du Comité de crise
tenue le 19 août 1993

Révérend Père,
Madame,
Monsieur,

Je vous prie de bien vouloir trouver ci-joint,
le compte-rendu de la huitième réunion du Comité de Crise tenue le 19 août 1993.

Ce compte-rendu contient les informations sur les 2 dernières réunions du Conseil Ministériel de Concertation, au cours desquelles il a été question des mouvements des déplacés et des problèmes de sécurité dans et autour des camps.

Le compte-rendu fait également état du suivi des actions de la réunion des bailleurs de fonds et des représentants du Gouvernement Rwandais, que le Ministre du Plan a dirigé à l'Hôtel MERIDIEN en date du 9 août 1993.

Il parle aussi de la production et de l'utilisation des listes informatisées des bénéficiaires de l'aide humanitaire, qui servent déjà de référence pour la distribution de cette aide.

Le compte-rendu relate en outre l'intervention des différents opérateurs dans la zone démilitarisée qui était jusque dernièrement limitée, pour différentes raisons notamment de sécurité, mais qui pour le moment devient de plus en plus effective.

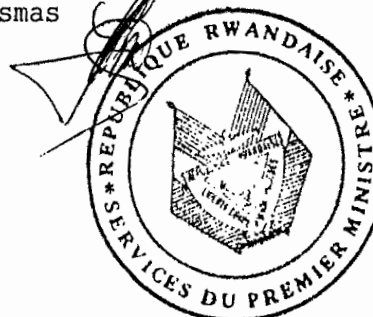
Au cours de cette réunion, les nouveaux sites et la nouvelle stratégie de distribution ont été exposés aux participants, en même temps qu'ils ont été informés sur la situation et le décaissement du Fonds de Contrepartie.

Vous remerciant de tous les efforts que vous ne cessez de déployer pour l'assistance à la population déplacée du Rwanda, je vous prie d'agréer, Révérend Père, Madame, Monsieur, l'expression de ma haute considération.

Le Directeur de Cabinet a.i. du Premier
Ministre et Président du Comité de Crise
pour les Déplacés de guerre,
SEZIBERA Dismas

Copie pour information à:

Son Excellence Monsieur le Président
de la République Rwandaise
Kigali



Compte-rendu de la 8ème réunion du Comité de Crise
pour les Déplacés de Guerre

En date du 19 août 1993, s'est tenue aux Services du Premier Ministre, la 8ème réunion du Comité de Crise pour les déplacés de guerre. La réunion a débuté à 10h30 et a été présidée par le nouveau Président du Comité de Crise, Monsieur SEZIBERA Dismas, Directeur de Cabinet a.i. du Premier Ministre. La liste des participants est en annexe.

La réunion a commencé par un mot d'introduction du Chef de Service des Affaires Sociales dans les Services du Premier Ministre et Coordinateur du Secrétariat Permanent du Comité de Crise, dans lequel il présentait aux participants le nouveau Président du Comité de Crise qui allait présider la réunion.

Le Président de la réunion a remercié les participants d'avoir répondu nombreux à l'invitation et leur a demandé de continuer comme ils n'ont cessé de le faire, à appuyer le Gouvernement Rwandais dans la recherche des solutions aux problèmes des déplacés de guerre. Le Président a ensuite présenté les points figurant à l'ordre du jour qui se présentaient comme suit :

1. Information sur la réunion du Conseil Ministériel de Concertation et suivi de ses décisions;
2. Suivi des actions de la réunion sur l'assistance humanitaire d'urgence dans la ZDM, tenue à l'Hôtel Méridien le 9 août 1993;
3. Nouvelles listes de distribution et leur mise en application;
4. Point sur les interventions en ZDM;
5. Nouveaux sites et nouvelle stratégie de distribution de l'aide alimentaire;
6. Information sur le Fonds de Contrepartie : situation, décaissement.

Concernant le premier point, la 7ème réunion du Comité de Crise avait recommandé que l'on suive de près les mouvements de retour des déplacés et la distribution de l'aide alimentaire. Le Conseil Ministériel de Concertation, qui s'est réuni en date du 27 juillet et dirigé par le Premier Ministre, a constaté que le Mouvement de retour est continu et qu'il reste le problème de distribution et d'encadrement tout près des endroits où la population s'installe actuellement.

La réunion a ensuite créé, au sein des ministères les plus impliqués dans l'encadrement et l'assistance humanitaire, des cellules de suivi qui seront des interlocutrices des membres du Comité de Crise. Au Ministère de l'Intérieur, la

cellule permanente est composée de Messieurs KANYARUBIRA Laurent, Conseiller au MININTER chargé des Affaires techniques, BAKOMERA Jean Pierre, Chef de division chargé de la protection des personnes et des biens et de KAREMERA Marcel attaché lui-même à la division. Au MINITRASO, la cellule est composée de Mme UBONABENSHI Odette, Directrice Générale, Dr BAGWANEZA Madeleine, Conseiller chargé des Affaires politiques et Habimana Emmanuel, Chef de division au Minitraso. Le Conseil a insisté sur la disponibilité des membres de ces cellules. Le Conseil est revenu sur la nécessité urgente d'identifier les bandits dans les camps et de les écarter, sur le respect du calendrier des distributions, et a renouvelé l'appel aux fonctionnaires de la ZDM d'y retourner sans tarder.

Le Conseil Ministériel de Concertation s'est à nouveau réuni le 16 août 1993 à la suite de la suspension par le CICR des distributions de l'aide pour les déplacés se trouvant dans les communes Murambi, Gituza et Muhura, à cause du manque de sécurité. Le Conseil a demandé, au cours de cette réunion, au MININTER d'aller diriger une réunion locale et de trouver des solutions sur place. Il a été décidé aussi, que les bandits qui opèrent dans et autour des camps soient traqués et traduits en justice en toute urgence. Le Conseil a aussi demandé à la Gendarmerie de s'impliquer davantage dans le maintien de la sécurité des déplacés.

Pour appréhender le vrai problème qui pousse les déplacés à bloquer les routes et à causer le désordre, le Conseil a demandé au MININTER, MINADEF et MINITRASO, de constituer une commission qui étudiera les contours de la question à moyen et à court terme pour que ce problème d'insécurité ne soit pas perpétuel.

En rapport avec la sécurité, il faut signaler qu'un vol de médicaments a été signalé au BUFMAR et cela risque de se répercuter sur les besoins des déplacés en médicaments. Les voleurs ont été libérés par le Parquet et les produits sont identifiés dans certaines pharmacies de Kigali. Il faut donc être sincère en prenant des mesures punitives pour de tels faits malheureux, pour ne pas décourager les donateurs.

Concernant les barrages de routes sur l'axe Kigali-Ruhengeri, le CICR et le Préfet de Ruhengeri insistent sur le contrôle strict de l'axe. Tout blocage risque de perturber toutes les distributions dans la région gouvernementale et la ZDM de Ruhengeri. Pour le CICR, une brigade mobile semble préférable à une escorte militaire de l'aide qui serait contre l'éthique même de la convention de la Croix Rouge. Pour le CICR, la distribution de l'aide au Rwanda ne devrait pas être militarisée.

Cette menace de blocage des routes existe depuis un certain temps au niveau de Rulindo, à Tare. La population de cette commune qui s'est déplacée en même temps que celle de Tumba environnante réclame toujours d'être assistée. Le CICR propose d'attendre l'examen de conclusions d'un agronome dépêché là bas pour l'évaluation des besoins, afin de prendre les mesures adéquates. Pour ce problème de sécurité, la réunion a aussi insisté sur le respect du calendrier de distribution qui est aussi source d'insécurité.

S'agissant du second point de l'ordre du jour, l'étude faite montre que les besoins d'urgence de la DMZ sont estimés à près de 12 milliards de francs rwandais pour les 5 domaines prioritaires. Il s'agit de la santé, de l'installation des personnes dans leurs biens, de la relance agricole, de l'éducation et des problèmes spécifiques des camps de Kirambo.

Le Ministre du Plan qui dirigeait la réunion des bailleurs de fonds et des Représentants du Gouvernement au Méridien, a insisté auprès des bailleurs pour que ces besoins soient couverts dans un délai n'excédant pas 6 mois, au delà desquels la population déplacée peut être autonome. La S/Commission Mobilisation des Aides du Comité de Crise a été chargée d'approcher les bailleurs et de faire le suivi. C'est dans ce cadre que cette S/Commission a tenu sa réunion le 18 août 1993. Les bailleurs présents dans cette réunion ont pu donner des orientations. Ils préfèrent que le Gouvernement rwandais présente une hiérarchisation des requêtes pour des projets précis qu'on leur soumettra. D'autres bailleurs estiment qu'il est sage de situer la démarche de l'aide dans l'ensemble, sans isoler les déplacés, parce qu'il y aura d'autres besoins.

Néanmoins, au Méridien certains bailleurs s'étaient montrés très favorables et prêts à intervenir notamment la FAO qui a annoncé une promesse de contribution de 230.000 \$US pour la relance agricole. La CEE a elle aussi débloqué dernièrement 700.000 écus qui seront utilisés par le CICR, 376.000 écus pour Pharmaciens Sans Frontières et 730.000 écus pour Caritas.

On a noté également que l'USAID va donner 700.000 \$ dans la relance agricole. Dans le même créneau, la CRB a déjà reçu 430.000 \$ dans le même programme.

Le PNUD promet de disponibiliser entre 200.000 et 250.000 \$ dans la réfection des maisons. La Caritas prépare maintenant la fourniture du petit matériel scolaire pour l'assistance aux écoles primaires, avec un montant évalué entre 60 et 80 millions de francs rwandais. Le PAM a déjà signé une convention avec le Gouvernement Rwandais pour un montant de 40 millions de \$US comme réponse à l'Appel Consolidé lancé par les Nations Unies pour le Rwanda.

La Belgique dispose déjà de 121 millions de FB constituant le solde de l'année 1993 dans le cadre de l'aide bilatérale. Dès que les départements ministériels intéressés présenteront des requêtes précises, la somme sera disponibilisée immédiatement. Aussi, dans le cadre de la relance agricole, il faudrait que le Ministère de l'Agriculture soit impliqué pour être au courant de l'évolution de son domaine.

Le point 4 de l'ordre du jour, à savoir les activités en cours en ZDM, perspectives et niveau de couverture des besoins, constituant une suite logique du point 2, a ensuite été abordé par la réunion. Jusqu'à fin juillet 1993, les activités de cette zone étaient très limitées et ponctuelles à cause de l'insécurité potentielle et manque de moyens du GOMN pour assurer la sécurité. Actuellement, presque la totalité de la population de la ZDM de Ruhengeri est rentrée et près de 80 % de celle de Byumba. Une administration locale est en train de prendre place et la zone sera très bientôt pourvue d'interlocuteurs élus par la population sous l'égide des Commissions de Réinstallation et des S/Préfets de la DMZ. Les opérateurs n'ont pas attendu que tout soit en place et ont déjà mené plusieurs actions. La réunion s'est réjouie de ces initiatives.

Dans le domaine médical, les cliniques mobiles continuent à fonctionner, mais feront place aux structures fixes une fois relancées. Le CICR distribue les médicaments et le petit matériel. La CRB se propose de réhabiliter les structures d'urgence dans les hôpitaux de Byumba et Ngarama. Le MSF-B envisage le redémarrage des structures de santé dans la Préfecture de Ruhengeri à Gitare, Kinoni, Mucaca et Nyamugali et dans Byumba-Ouest à Kisaro, Cyungo et Tumba. Médecins du Monde fait le même travail à Bwisige et Kinyami. Pharmaciens Sans Frontières se charge de l'appui des ONG en médicaments via la coordination du BUFMAR et de l'UNICEF.

Pour ces activités, les besoins sont globalement couverts jusqu'à la fin de cette année. Il en va de même pour la petite réhabilitation hospitalière (dépoussiérage et remise en route).

Les besoins qui restent à couvrir concernent la grande réhabilitation des structures de santé (équipement, reconstruction), la formation du personnel médical et autres programmes de remise en route.

Africare et CRB sont intéressés par cette grande réhabilitation et sont en train d'élaborer des projets détaillés pour ce programme dont les besoins sont évalués à près de 100 millions de Frw. Dans ce domaine, on pourrait envisager un appui à l'Etat pour le paiement du personnel de santé pendant six mois dont le coût est estimé à 23 millions de Frw. Ce domaine médical est financé entre autre par la Coopération Française, le Canada, la CEE, le FCB, l'USAID, la Belgique et la Hollande.

Dans le domaine nutritionnel, l'AICF distribue des rations sèches dans la zone de Ruhengeri (Kidaho, Kinigi, Nkumba) et mène une enquête nutritionnelle à Byumba (Cyungo, Tumba et Buyoga) pour faire la même distribution si nécessaire. D'autres enquêtes ont été réalisées ou sont en cours dans la zone par le CICR et Médecins du Monde. Les besoins seront couverts grâce aux budgets déjà attribués notamment à Caritas et au CICR. La coordination et l'appui viendra de l'UNICEF.

Pour ce qui est de la relance agricole, il s'agit des outils agricoles et des semences. Presque toutes les houes nécessaires sont disponibles. Certaines sont en cours de distribution par Caritas/CPA Kisaro, d'autres le seront bientôt par CRB et CRS, par répartition géographique. Les besoins non couverts pour ce volet sont estimés à 13 millions de Frw, mais devraient cependant être trouvés à partir des financements en cours.

Pour les semences, CRS et CARE International se sont répartis la tâche avec l'appui potentiel de CRB, CPA Kisaro et Aide et Action. Il reste à trouver pour CARE, une somme de 32,5 millions pour satisfaire 18.000 ménages de Byumba et 108 millions de Frw pour CRS pour couvrir les besoins de 60.000 ménages de Ruhengeri. Le CICR pourrait répondre à une partie de ces besoins non couverts.

Un autre programme, qui aiderait les populations à recouvrir rapidement leur autosuffisance, est la multiplication des boutures de patate douce pour un budget de 36 millions de Frw. Care, CICR et FAO seraient prêts à s'y impliquer. Les financements disponibles de la relance agricole proviennent de l'USAID, du FCB, du CANADA, de la Belgique et de la FAO.

S'agissant des besoins domestiques (réhabilitation maison, ustenciles de 1ère nécessité), les besoins sont estimés à 450 millions de Frw et Caritas ne s'apprêterait à couvrir que 60 millions sur fonds propres. Les besoins en bois de chauffage sont eux aussi importants, 290 millions de Frw pour la zone de Kirambo et 256 millions de Frw pour celle de Kinihira. Care, Africare et GTZ interviennent actuellement grâce au financement de la Suisse. USAID serait prêt aussi à intervenir à travers Africare.

Concernant les besoins des écoliers en petit matériel, vêtements et petite réhabilitation pour les classes, les moyens sont minimes. Aide et Action a déjà reçu des fonds de l'UNICEF et de la Coopération Française. Cette ONG va, avec Caritas aussi, introduire des projets pour ce domaine. En tenant compte de ce qui est couvert notamment par Aide et Action, Caritas interviendra à raison de 49 millions de Frw pour la zone de Kinihira, le reste étant en cours d'évaluation.

La production et l'utilisation des listes des déplacés, point 3 de l'ordre du jour, est un travail qui a été effectué par le Secrétariat Permanent du Comité de Crise appuyé par le Service National de Recensement. L'idée première est d'arrêter des listes fiables et définitives des bénéficiaires de l'aide, en se basant sur le recensement de la population d'août 1991.

Partant des listes de 1991, une actualisation sur terrain a été faite par les responsables de cellules et les conseillers, sous la supervision des Bourgmestres et des agents engagés par le Secrétariat Permanent du Comité de Crise à cette fin. Sur les 23 communes qui étaient bénéficiaires, 22 disposent pour le moment des listes, à part Butaro qui demeure un problème à cause de l'éparpillement de sa population. Avec ces nouvelles listes, la population bénéficiaire est estimée à 970.000 personnes y compris Butaro qui est évaluée à 60.000 personnes.

Etant donné que le CICR distribuait à près de 1.500.000 personnes par mois, cela permet de récupérer la ration qui était distribuée à près de 500.000 personnes d'une façon frauduleuse. Comme ces listes ont été élaborées en collaboration avec les autorités locales, elles devraient servir de base de distribution, en y mettant seulement un minimum d'encadrement et de sécurité. Les listes supplémentaires des personnes qui n'ont pas été recensées lors du dernier pointage, devraient parvenir rapidement à la Primature, après l'aval du Préfet ou du S/Préfet pour arrêter définitivement les listes par cellule, qui seront rassemblées dans des cahiers.

Concernant le point 5, les nouveaux sites et la nouvelle stratégie de distribution de l'aide, dès début septembre 1993, aucune personne originaire de la zone démilitarisée ne recevra de l'aide dans la zone gouvernementale.

Concernant la stratégie de distribution, suite à une mission PAM qui a fait son enquête dans 10 camps sur 30, la vente des produits de l'aide humanitaire se fait encore à quelques mètres des points de distribution et des stocks de 5 à 10 tonnes se constituent aux environs. La mission a également remarqué l'exportation des denrées alimentaires et de l'huile vers les pays voisins.

Suite à ces observations et après une concertation avec le CICR, les donateurs, les ONG et un briefing de la mission avec le Premier Ministre et le Ministre du Plan, le PAM a pris la décision de réduire la ration de maïs et de l'huile de moitié, celle de haricot et de sel restant la même.

Cependant, des mesures d'accompagnement ont été mises en place. On distribuera du maïs moulu à la place du grain; des études nutritionnelles auprès des camps seront menées souvent pour identifier le degré de malnutrition. Si celle-ci augmente, la ration sera corrigée pour les camps ciblés. En plus des études nutritionnelles, le PAM a mis sur pied une équipe de "délégués secours" qui sillonnent tous les camps et tous les lieux de distribution pour identifier les problèmes afin d'ajuster la ration là où il sera nécessaire.

Il faut signaler aussi que l'aide humanitaire du PAM s'arrête à la fin de l'année 1993. La poursuite de l'aide en 1994 dépendra des données de l'évaluation.

Suite à ces mesures annoncées par le PAM, certains participants ont fait remarqué qu'il faut décrire ces phénomènes de vente que les déplacés font en tenant compte des habitudes alimentaires et d'assortir toutes ces mesures des efforts qui ont été faits jusqu'à présent par le Gouvernement pour juguler ces détournements.

En ce qui concerne les informations sur le Fonds de Contrepartie, le principe de ce Fonds est de financer les opérations dont les paiements se font localement.

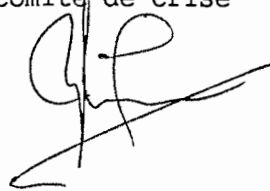
Le plafond alloué aux déplacés est de 2,3 milliards de Frw. Jusqu'à présent, 648 millions de Frw ont été engagés pour financer une dizaine d'actions dans le cadre de l'urgence.

Avant de clôturer la réunion, le Président de la réunion a demandé si les bienfaiteurs ne peuvent pas venir en aide aux déplacés des troubles internes du Rwanda qui sont éparpillés dans le pays. Ces déplacés sont assistés par CARITAS dans la mesure de ses possibilités. Leur assistance constitue un problème étant donné qu'ils ne souhaitent pas retourner chez eux parce que ceux qui les traquent sont toujours là et n'ont pas changé d'avis jusqu'ici.

La réunion a clos ses travaux à 13H45.

Le rapporteur de la réunion

Innocent NGENZI
Secrétariat Permanent
du Comité de Crise



8^{ème} réunion du Comité de Crise - 19/8/93

Annexe:

Liste des participants:

NOMS ET PRENOMS	FONCTION/ORGANISATION
SEZIBERA Dismas	Directeur de Cabinet a.i. du Premier Ministre
RWANGABO Pierre Claver	Chef de Service des Affaires Sociales dans les Services du Premier Ministre
DEVAUX Stéphane	Secrétariat Permanent du Comité de Crise
NDEREBEZA Anastase	Chef de Division Coopération/MINAFFET
BEGUIN André	PAM Kigali
KABORE Joseph	D.O.O PAM
BOUILLON Michel	Chef Section Coopération a.i./AMBABEL
Dr BAGWANEZA Madeleine	Conseiller au MINITRASO
Dr RWAMAKUBA André	MEDIRESA Kigali
Dr DESMOULINS Bertrand	Sante-UNICEF
UBONABENSHI Odette	Directrice Générale au MINITRASO
KANYARUBIRA Laurent	Conseiller au MININTER
RYAN Terrence	Représentant Catholic Relief Services
DESCOMBES Michel	Secrétaire Général CARITAS RWANDA
Dr NGENDAHAYO Placide	Secrétaire Général CROIX ROUGE RWANDAISE
GAILLARD Philippe	Chef de délégation CICR
GRUNEWALD François	CICR Agronome
BIZIMUNGU Télesphore	Directeur Général au MINIPLAN
NGENDAHIMANA Athanase	Chargé de Programme au PNUD
MUSABIMANA J.Baptiste	Economiste/OMS
MIVUMBI Daniel	Chargé de Programme/USAID
GUIARD André	Directeur du Service d'appui à la Coopération Canadienne
CUINGNET Michel	Chef de la Mission Française de Coopération
BARIYANGA Sylvestre	Préfet de RUHENGARI

8^{ème} Réunion du Comité de Crise

KAREKEZI NDEKEZI Marcel	Inspection du Commerce/MICOMART
DEHEYN Jean-Marie	Chef de Mission -OH- CRB
MUNYANTWARI François	Directeur Général au MINISANTE
KANZAYIRE Eugénie	Agent du PNUD
VANDERSCHOOT Katrien	Liaison Officer DHA
KUPPER Claire	Chef de Mission MSF-B
SABHA Nicolos	Emergency Coordinator - CRS
MACKINTOSH Anne	Délégée Régionale OXFAM RVI
GEORLETTE Christian	Coordinateur Programme Urgence OXFAM
MUSONI Gratien	Coordinateur Secours CRR
ABDELWAHAB .M. JEME	PAM
NKIKO Faustin	Sous-Prefet de BYUMBA
BAKUZAKUNDI Michel	Directeur de la Production Agricole/MINAGRI
RUKIYA Djamila	Journaliste CRR
DUBOIS Jean-François	Chargé de Projets OCSD
GODIN Johann	Logisticien PSF
BALLU Olivier	Coordinateur Pharmaciens Sans Frontières
EGGER Jeanne	Fondation Pro Victimes - GENEVE Dignité en Détention - GENEVE
Dr PUPPE Heike	Amba ALLEMAGNE
KENNEY Eric	PAM/Délegué Secours
DE MARGERIE Jean-Pierre	PAM
NGENZI Innocent	Secrétariat Permanent du Comité de Crise

✓
REPUBLIQUE RWANDAISE
SERVICES DU PREMIER MINISTRE
COMITE DE CRISE POUR
LES DEPLACES DE GUERRE
B.P. 1334 KIGALI

Kigali, le 24 JUIN 1993
N° SM /02.9

- A toutes les Représentations Diplomatiques et Consulaires,
- Aux Organisations Non-Gouvernementales,
- A tous les Ministères,
- Aux Préfets de Byumba, Ruhengeri et Kigali,
- Aux Médecins-Directeurs des Régions Sanitaires de Byumba, Ruhengeri et Kigali,

Objet: Compte-rendu de
la 6^{ème} réunion
du Comité de crise
tenue le 3 juin 1993

Monseigneur,
Révérend Père,
Révérend Pasteur,
Madame,
Monsieur,

Je vous prie de bien vouloir trouver ci-joint, le compte-rendu de la sixième réunion du Comité de Crise tenue le 3 juin 1993.

Ce compte-rendu fait état des principales mesures prises dans les dernières réunions sur la question de dérapages dans la distribution de l'aide. On y trouve également les informations, sur le fonctionnement du circuit de distribution de l'aide, tel qu'il a été expliqué au Président du Comité de Crise lors de sa descente sur terrain. Il a été question enfin des négociations de KINIHIRA entre le Gouvernement Rwandais et le FPR, qui ont abouti à un accord sur la question de la zone démilitarisée le 30 mai 1993.

Vous remerciant grandement de tous les efforts que vous ne cessez de déployer pour assister les déplacés de guerre de notre pays, je vous prie d'agréer, Monseigneur, Révérend Père, Révérend Pasteur, Madame, Monsieur, l'expression de ma haute considération.

Le Directeur de Cabinet du Premier
Ministre et Président du Comité de Crise
pour les Déplacés de guerre,

MBONIMPA Jean-Marie V.

Copie pour information à:

Son Excellence Monsieur le Président
de la République Rwandaise
Kigali



Compte rendu de la 6^{ème} réunion du Comité de crise

En date du 3 juin 1993, s'est tenue, aux Services du Premier Ministre, la 6^{ème} réunion du Comité de crise pour les déplacés de guerre, présidée par Mr MBONIMPA Jean-Marie V., Directeur de Cabinet du Premier Ministre et Président du Comité de crise pour les déplacés de guerre. La liste des participants est en annexe.

Le Président de la réunion a remercié les participants d'avoir répondu à son invitation et a ensuite exposé l'ordre du jour qui comprenait les points suivants:

- Dérapages dans la distribution de l'aide humanitaire;
- Descente sur terrain pour voir le fonctionnement du circuit de distribution de l'aide aux déplacés;
- Négociations de KINIHIRA entre le Gouvernement Rwandais et le FPR sur le retour des déplacés de guerre;
- Divers.

Concernant le premier point des dérapages, cette question a retenu beaucoup d'attention lors de la dernière réunion du Comité de crise. Le Premier Ministre, après avoir reçu des informations sur ce problème, a écrit au Ministre du Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat, en date du 18 mai 1993, pour lui demander d'approfondir les enquêtes en rapport avec la question de détournement de l'aide aux déplacés et qui sont en cours dans son département.

Sur cette question, le Président de la République, en date du 21 mai 1993, a reçu les Représentants des Missions diplomatiques accréditées au Rwanda qui lui ont fait part de leurs inquiétudes. Après cette audience, une réunion interservice regroupant les différents concernés a été dirigée, le 24 mai 1993, par le Président du Comité de crise, pour se pencher sur le sujet. Il était principalement question des défaillances dans la distribution, du gonflement des listes, de la commercialisation des aides, et des échanges de résultats acquis par les concernés qui se sont occupés de la question.

A la fin de cette réunion du 24/05/1993, les mesures suivantes ont été prises:

- Tous les opérateurs interviendront sur base des listes du recensement de 1991 majorées d'un facteur de correction et les autorités devront assurer la sécurité;

- Intensifier le contrôle sur tout le circuit de distribution, y compris le transport;

- Eloigner les marchés des camps des déplacés;

- Poursuivre les investigations en cours au niveau du Parquet sur le

Le Premier Ministre a fait part, officiellement par le canal du Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération, aux divers intervenants, des différentes mesures prises dans la réunion ci-haut citée et des actions qui seront menées pour résoudre ce problème de dérapages dans la distribution de l'aide.

S'agissant de la descente sur terrain pour se rendre compte du fonctionnement du circuit de distribution, elle a été effectuée par le Président du Comité de Crise accompagné des membres du Secrétariat Permanent du Comité de Crise en date du 29 mai 1993. Il s'agissait de voir comment est organisé le transport, le stockage et la distribution de l'aide aux déplacés.

L'entrepôt de stockage de Kigali géré par CICR/PAM est la partie la plus simple à contrôler car les produits marqués sur les avis d'arrivée doivent correspondre aux produits à stocker. Pour les livraisons, on utilise un système de bordereau à double signature qui renforce la fiabilité et qui décourage le détournement. Selon le CICR, les détournements sur cette partie ne sont pas impossibles, mais sont faciles à déjouer.

En ce qui concerne le transport, le CICR fait appel aux transporteurs privés et ils sont tenus de rembourser les manquants éventuels qui seraient enregistrés sur le circuit de distribution sous leurs responsabilités.

Dans tout le circuit, le point faible se situe au niveau de la distribution dans les camps sur base des listes gonflées. En ces moments, les efforts de correction sont en cours dans les deux préfectures de Ruhengeri et Byumba. Ces corrections seront appuyées par les listes du recensement de 1991 qui seront disponibles par le Secrétariat Permanent du Comité de Crise en exploitant les données disponibles auprès du Service National de Recensement.

Certains intervenants dans l'aide souhaitent que les rapports de distribution soient disponibles. Cela permettra de montrer à leurs sièges respectifs comment les dérapages sont identifiés et les mesures prises pour les combattre.

Concernant les négociations de Kinyinya entre le Gouvernement Rwandais et le FPR, celles-ci ont abouti à un accord qui a été signé le 30 mai 1993. Cet accord est intitulé "Accord entre le Gouvernement de la République Rwandaise et le Front Patriotique Rwandais sur le retour et la réinstallation dans leurs biens des personnes déplacées de guerre et sur l'administration de la zone démilitarisée".

L'accord, dans ses articles 31, 32, 33, 34, 35 et dans son annexe B, intéresse les organisations humanitaires dans ce sens qu'il décrit leurs modalités de travail dans la zone démilitarisée.

Etant donné qu'il y a urgence pour venir en aide aux personnes de la zone, les opérateurs qui interviennent dans la zone indiqueront au GOMN, chargé de la sécurité dans cette région, leurs programmes d'intervention. Les organisations humanitaires travailleront sur place en collaboration avec les

2 sous-préfets de la zone ainsi qu'avec la commission de réinstallation de 20 personnes prévue dans l'accord de Kinyihira, en attendant la mise en place de l'administration locale.

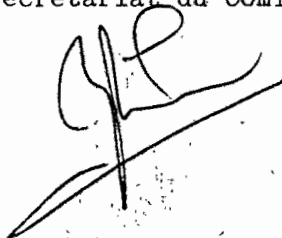
Peu avant la signature de l'accord, certains déplacés avaient commencé à regagner leurs biens. Ce mouvement a occasionné un autre, celui des déplacés d'avant le 8 février 1993, qui quittent leurs camps pour aller s'installer dans d'autres où ils pensent être mieux assistés. Ce mouvement désordonné cause des problèmes étant donné que certains camps laissés sont pourvus d'infrastructures sanitaires, d'aménagements d'eau et autres alors que certains camps que les déplacés veulent occuper sont par contre sans infrastructures d'accueil suffisantes et nécessitent d'autres investissements lourds. Il faudrait donc orienter les déplacés vers des camps disposant des infrastructures d'accueil minimum en partant des propositions existantes de certaines autorités et ONG, au lieu d'aller dans des endroits qui demandent d'autres investissements.

Sous la rubrique des divers, deux questions ont été évoquées. Il s'agit du transport de l'aide par le tronçon du Corridor Nord et le problème d'emmagasiner des produits du PAM. Concernant le premier point, L'Ouganda a donné son accord total, de même que le FPR et le Gouvernement Rwandais. Il faudrait donc que toutes les parties concernées continuent à laisser les intervenants utiliser ce chemin parce qu'il permet d'économiser 90\$ Us/tonne par rapport à ce que coûte l'avion utilisé actuellement. Pour le second point, le plus grand magasin mis à la disposition des donateurs et que gère le PAM lui sera retiré bientôt. Il faudrait alors qu'un effort soit fait pour trouver un autre magasin à la place. Parmi les magasins à prospecter, il faudrait aussi voir non seulement du côté de Kigali mais aussi vers Byumba, étant donné qu'une partie des produits passera par le Corridor Nord.

La réunion commencée à 10H25 a clos ses travaux à 12H20.

Fait à Kigali, le 16 juin 1993.

Le Rapporteur de la réunion,
NGENZI Innocent,
Secrétariat du Comité de Crise.



ANNEXE: Liste des Participants

MBONIMPA Jean-Marie V.	Directeur de Cabinet du Premier Ministre et Président du Comité de Crise
RWANGABO Pierre Claver	Chef de Service Affaires Sociales dans les Services du Premier Ministre
RUHAMANYA Vincent	Conseiller du Premier Ministre aux Affaires Politiques et Extérieures
Stephane DEVAUX	Coordinateur du Secrétariat Permanent du Comité de Crise/Expert CEE
DIRCE MENEZES DUFRESNE	Premier Secrétaire et Consul-Ambassade du CANADA
GUIARD André	Directeur Service d'appui à la Coopération Canadienne
NTAWINIGA Philippe	Directeur a.i. Epidémiologie et Hygiène-MINISANTE
MAMBU-Ma-Disu	Représentant OMS
FRANKLIN Tom	Représentant UNICEF
STOCKER Walter	Chef de Délégation CICR
BODEMEYER Reinhard	Chef de Projet DRI Murambi GTZ
KANYAMIBWA Alexis	S/Préfet de S/Préfecture Murambi-Préfecture Kigali
UBONABENSHI Odette	Directeur Général-MINITRASO
NGENDAHIMANA Athanase	Chargé de Programme PNUD
SEGBOR Emile	Administrateur de Programme, HCR
Pasteur BABERAKUBONA Ezéchiél	Directeur du Service des Réfugiés du CPR
KANYARUBIRA Laurent	Conseiller au MININTER
BARIYANGA Sylvestre	Préfet de RUHENGARI
NKIKO Faustin	S/Préfet de BYUMBA
CARLE Jean-François	Responsable Aide et Action
MUNYANEZA François	Représentant CARITAS-RWANDA
KABORE Joseph	Directeur des Opérations du PAM
NUNES De CARVALHO, Luis	Conseiller Economique CEE

BROECKE Anton	Chargé des Opérations Humanitaires-AMBABEL
RIDDELL Jean-Louis	Conseiller Economique à la Mission de Coopération et d'Action Culturelle-Ambassade de FRANCE
CUINGNET Michel	Chef de Mission Française de Coopération
DEHEYN Jean Marie	Chef de Mission Opérations Humanitaires Croix Rouge de Belgique
PLANTON Rémi	Secrétariat Permanent du Comité de Crise/AFVP
NGENZI Innocent	Secrétariat Permanent du Comité de Crise
NDEREBEZA Anastase	Chef de Division Coopération-MINAFET
RODRIGUE André	Conseiller Economiste-Coopération Canadienne
MUNYAKARAGWE Aloys	Chef de Division au MICOMART
KARAMAGA Faustin	Chef de Division au MINETO
NDEKEZI-KAREKEZI Marcel	Chef de Division Inspection du Commerce-MICOMART
DUBOIS Jean-François	Chargé des Projets OCSD
Dr RWAMAKUBA André	MEDIRESA Kigali
SEBAHAKWA Augustin	Directeur du Commerce Intérieur-MICOMART
DAUNIS Florence	Chef de Mission AICF
GODON Hubert	Log/Coordinateur MDM
Dr Heike PUPPE	Ambassade d'Allemagne, Chargé d'Affaires a.i
MUKAYIRANGA Landrada	Secrétaire Exécutive CCOAIB
JOERGEUSEN Bernadette	USAID, Assistante à la Programmation de l'Aide
Terrence J. RYAN	Représentant CRS
BIZIMANA Jean Baptiste	Secrétaire Général Adjoint de la CRR
MUSONI Gratien	Coordinateur "Opération Secours aux Déplacés de la guerre" à la CRR
KUPPER Claire	Chef de Mission MSF-B
DAWANS Véronique	Coordinatrice, Programme d'urgence, OXFAM-RUI
Brouwer EELKO	Représentant MSF-H
CAMPBELL Martha	Directrice Adjointe, CARE International

REPUBLIQUE RWANDAISE
SERVICES DU PREMIER MINISTRE
COMITE DE CRISE POUR
LES DEPLACES DE GUERRE
B.P. 1334 KIGALI

Kigali, le 27 AVR. 1993
N° 336/02.9

- A toutes les Représentations Diplomatiques et Consulaires,
- Aux Organisations Non-Gouvernementales,
- A tous les Ministères,
- Aux Préfets de Byumba, Ruhengeri et Kigali,
- Aux Médecins-Directeurs des Régions Sanitaires de Byumba, Ruhengeri et Kigali,

Objet: Compte-rendu de
la 4^{ème} réunion
du Comité de crise
tenue le 15 avril 1993

Révérend Père,
Madame,
Monsieur,

Je vous prie de bien vouloir trouver ci-joint, le compte-rendu de la quatrième réunion du Comité de Crise tenue le 15 avril 1993.

Ce compte-rendu résume le fonctionnement des Sous/Commissions, qui sont pour le moment en train d'être opérationnelles; le fonctionnement du Secrétariat Permanent du Comité de Crise dont certaines modalités sont déjà en place; les missions allouées aux Sous/Commissions, lors de la 3^{ème} réunion du Comité de Crise, pour trouver des réponses aux problèmes qui se posaient ces derniers jours, notamment les informations concernant la zone tampon et comment secourir la population qui s'y trouve; les problèmes rencontrés par les ONG dans le dédouanement, l'enlèvement des produits au MAGERWA; les modalités d'utilisation du Fond de Contrepartie; et les Divers.

Vous remerciant grandement de tous les efforts que vous ne cessez de déployer pour l'assistance à la population en détresse, je vous prie d'agréer, Révérend Père, Madame, Monsieur, l'expression de ma haute considération.

Le Directeur de Cabinet du Premier Ministre et
Président du Comité de Crise pour les Déplacés de
guerre,

MBONIMPA Jean-Marie V.

Copie pour information à:

Son Excellence Monsieur le Président
de la République Rwandaise
Kigali



Rwanga P.G.
chef du Service des
Affaires Sociales

Compte rendu de la 4^{ème} réunion du Comité de Crise

En date du 15 avril 1993, s'est tenue, aux Services du Premier Ministre, la 4^{ème} réunion du Comité de crise pour les déplacés de guerre, sous la présidence de Mr MBONIMPA Jean-Marie V., Directeur de Cabinet du Premier Ministre et Président du Comité de Crise pour les Déplacés de guerre. La liste des participants à cette réunion est en annexe.

Le Président de la réunion, après avoir remercié les participants d'avoir répondu à son invitation, a exposé l'ordre du jour dans lequel figurent les points suivants:

- Fonctionnement des Sous/Commissions;
- Point sur le fonctionnement du Secrétariat Permanent du Comité de Crise;
- Point sur les questions évoquées dans la 3^{ème} réunion du Comité de Crise;
- Utilisation des fonds de contrepartie;
- Divers.

1. Fonctionnement des Sous/Commissions

Les Sous/Commissions ont été mises en place principalement pour apporter des réponses aux problèmes spécifiques dans les domaines qui les concernent, pour le bon fonctionnement de l'aide aux déplacés de guerre.

Ces Sous/Commissions (au nombre de 4) qui ont été créées par le Comité de Crise, sont en train d'être opérationnelles. Ainsi toutes les Sous/Commissions se sont réunies dans la semaine du 12 avril 1993 pour traiter, divers problèmes en rapport avec l'aide aux déplacés. Seule la Sous/Commission "Mobilisation des Aides" n'a pas pu se réunir car elle était en train de rassembler les informations utiles en vue de se réunir le mercredi 21 avril 1993. Concernant cette mobilisation des aides, il y a lieu de signaler qu'il existe de temps en temps des aides isolées de certains pays qui approchent les représentations diplomatiques rwandaises pour les proposer. Mais tout cela doit être capitalisé, si bien que ce genre d'information doit être connu par la coordination.

2. Fonctionnement du Secrétariat Permanent du Comité de Crise

Le Secrétariat Permanent du Comité de Crise est l'organe qui est chargé d'aider le Président du Comité de Crise dans la coordination de l'ensemble de l'assistance aux déplacés de guerre. Il devra également travailler étroitement avec les Sous/Commissions afin de lever tous les obstacles qui pourraient freiner le bon fonctionnement du processus de l'aide.

Le Secrétariat Permanent n'a pas encore toutes les ressources nécessaires mais certaines modalités de fonctionnement sont déjà en place. Il fonctionne pour le moment avec l'appui humain et matériel du PNUD, de la CEE, de l'AFVP et de la Coopération Canadienne.

Ce Secrétariat dispose déjà: - d'un Expert-Coordinateur responsable de la gestion dudit Secrétariat;

- d'un Homologue national qui est en même temps le Chef du Service des Affaires Sociales dans les Services du Premier Ministre;
- d'un Expert-Economiste chargé de la collecte et de la mise en forme des données obtenues auprès des différents intervenants;
- d'un Informaticien-Statisticien chargé de l'exploitation informatique des données collectées;
- d'une Secrétaire de direction.

Le Secrétariat aura bientôt ses lignes téléphoniques autonomes qui seront opérationnelles pour faciliter des contacts avec différents intervenants.

3. Point sur les questions évoquées dans la 3^{ème} réunion du Comité de Crise

Lors de la troisième réunion du Comité de Crise, des missions spécifiques avaient été assignées aux S/Commissions pour essayer de trouver des solutions sur des questions urgentes qui se posaient, dans l'aide aux déplacés de guerre, ces derniers jours.

a) Concernant la S/Commission "Sécurité et Encadrement", la dernière réunion du Comité de Crise lui avait chargée de réunir toutes les informations sur la sécurité/insécurité dans la zone tampon, pour permettre aux instances de décision de prendre des mesures adéquates quant aux modalités d'intervention dans cette zone.

La S/Commission, dans sa réunion du 13 avril 1993 a aussi étudié les questions concernant la gestion et les effectifs des camps, l'organisation dans les camps, la carte d'accès des intervenants, les problèmes relatifs à la sécurité et ceux liés à la distribution.

La réunion a constaté que la plupart des sites sont stables mais il y a de part et d'autre des mouvements de retour dans la zone tampon.

Concernant la gestion des sites, les problèmes sont plus aigus lorsqu'il s'agit des camps denses comme celui de Nyacyonga. La S/Commission a proposé que ce camp soit subdivisé en différentes parties. Elle a ensuite recommandé aux préfets de faire le suivi pour que les encadreurs désignés puissent remplir leur mission.

Pour ce qui est de l'organisation, la S/Commission se réjouit du fait qu'il y a un chef de camp assisté par un conseiller et des responsables de cellule. Une cellule comprend en moyenne 20 "blindés" et est supervisée par un responsable.

Concernant la sécurité dans les camps, on a constaté qu'elle manque à l'intérieur et autour des camps à cause entre autres de l'existence des marchés occasionnés par la distribution de l'aide. La sécurité est aussi perturbée par des conflits qui naissent entre les déplacés et la population locale, des personnes mal intentionnées qui s'infiltrant dans les camps à des fins de propagande politique et qui énervent les déplacés, ainsi que par les minibus et taxis qui s'arrêtent tout près des sites des déplacés.

Après ce constat, la S/Commission recommande aux préfets la dissuasion des marchés nés du fait de la distribution des aides. Comme les déplacés sont tentés de vendre la ration nutritionnelle, certains préconisent l'éloignement des camps les marchés publics qui y sont implantés. On recommande également l'éloignement des arrêts de bus et de taxis des environs des sites.

Concernant la distribution des vivres et autres matériels, on constate que certains points de distribution sont trop éloignés des lieux d'implantation des camps. On remarque qu'il y en a même qui sont situés à plus de 15 kms. Cela est non seulement pénible pour ceux qui sont faibles et qui y arrivent difficilement, mais aussi ça occasionne des queues interminables qui favorisent l'insécurité.

La question de la zone tampon reste, elle, toujours entière. La zone est donc toujours considérée comme sous la responsabilité du seul GOMN qui a malheureusement peu de moyens pour la couvrir.

La S/Commission recommande au Gouvernement rwandais de mener des investigations nécessaires pour que les organisations humanitaires puissent secourir la population de la zone qui vit actuellement une situation de besoins aiguë.

Selon certaines organisations humanitaires qui, malgré tout, s'aventurent dans la zone, les personnes qui sont retournées et d'autres qui sont là et qui n'ont pas pu fuir souffrent d'une carence prononcée en nourriture et en médicaments, et aucune administration n'est présente.

La réunion trouve qu'étant donné la situation actuelle de la zone tampon, les préfets devraient sensibiliser la population de ne pas y retourner, pour le moment et d'attendre les aides dans les camps.

Toujours en rapport avec la population déplacée, il y a des populations qui sont éparpillées à travers le pays comme au Bugesera, à Gitarama, à Gisenyi et autres, et qui ne sont pas pour le moment ravitaillées.

Certains (notamment Caritas) se posent la question de savoir comment leur apporter des ravitaillements car ces personnes ont besoin d'aides.

Pour cette population, le problème qui se pose est de savoir qui est déplacé et qui ne l'est pas, car on remarque que les vrais déplacés sont mélangés avec la population locale. Il faudrait fixer des points de distribution mais sur base de recensement. Cette question est à rapprocher à celle des déplacés qui sont dans des familles à Kigali, pour lesquels il faut un recensement fiable avant toute assistance éventuelle.

b) La S/Commission "Gestion des Aides" s'est réunie le 14 avril 1993 pour étudier les points suivants: dédouanement, taxes Magerwa, statut du personnel local utilisé par les organisations intervenant sur terrain, et les dérapages dans la distribution des aides.

Concernant le dédouanement, on avait souhaité un enlèvement immédiat des produits dès l'arrivée à la douane. Pour cela, la douane est d'accord à condition que l'avis d'arrivée porte le cachet de la Primature (Comité de Crise) et que la régularisation des papiers survienne endéans les 15 jours. Il reste à officialiser cette réponse.

Magerwa a catégoriquement rejeté l'idée de l'abandon de son 1% pour l'entreposage des produits, il sera toujours exigé à moins que le Gouvernement

ne le supporte d'une façon ou d'une autre. Pour cette question, comme le Miniplan supporte de tels frais pour les produits destinés au PAM, il faudra se renseigner sur les modalités suivies et voir si cela peut être étendu à d'autres ONG.

Pour tous les produits hors taxe, il faut présenter une attestation d'exonération qui indique que les produits sont destinés aux personnes déplacées.

S'agissant du statut du personnel utilisé par les ONG, ces derniers doivent se conformer au code du travail pour essayer d'uniformiser les statuts et d'être en règle vis-à-vis de la législation sociale.

En ce qui concerne les dérapages, il y a actuellement une commission que la Coordination du Comité de Crise a chargé de faire toutes les investigations nécessaires. Elle pense que certains produits pourraient être détournés mais elle n'a pas encore pu les cibler et déterminer l'origine. En collaboration avec Minitraso, on pourra arriver à déterminer l'origine et décourager ceux qui amènent les produits des déplacés sur le marché. Pour cela, il ne faudra pas se limiter autour des camps, mais cibler tout le circuit et si besoin est se faire aider par les Services de Renseignements.

4. Utilisation des fonds de contrepartie

On suggère aux ONG qui désirent avoir accès à ces fonds pour les utiliser dans l'assistance aux déplacés de guerre de faire passer leurs demandes d'abord par la Primature. Celle-ci les examinera et acheminera les requêtes aux bailleurs.

Les 4 appels des ONG qui se sont adressés à ce budget, qui ont été jusqu'à présent enregistrés, pourront aussi trouver la réponse dans le cadre de l'Appel d'Urgence des Nations Unies, dans le volet "Renforcement des ONG". Le Fond de Contrepartie étant un budget qui prend en compte toute la macro-économie du pays et non au secours, il ne faudrait pas que les ONG se voient pénalisés moralement s'ils ne sont pas servis par ce budget. A ce sujet, le Président du Comité de Crise a suggéré aux partenaires du Fonds de Contrepartie de rediscuter la question dans un autre cadre.

5. Divers

Dans cette rubrique, le PNUD a informé la réunion qu'il attendait confirmation du lancement de l'Appel Consolidé pour le Rwanda qui devait être fait par le Sous-Secrétaire Général Adjoint chargé des Affaires Humanitaires, le 15 avril 1993 à 12H00 heure de Genève, respectivement à Genève et à New York. Une communication officielle sur ce lancement se fera ultérieurement.

La réunion a clos ses travaux à 12h45.

Fait à Kigali, le 23 avril 1993

Le Rapporteur de la réunion
NGENZI Innocent,
Secrétariat du Comité de Crise.



REPUBLIQUE RWANDAISE
SERVICES DU PREMIER MINISTRE
COMITE DE CRISE POUR
LES DEPLACES DE GUERRE
B.P. 1334 KIGALI

Kigali, le 24 MAI 1993
N° 422 /02.9

- A toutes les Représentations Diplomatiques et Consulaires,
- Aux Organisations Non-Gouvernementales,
- A tous les Ministères,
- Aux Préfets de Byumba, Ruhengeri et Kigali,
- Aux Médecins-Directeurs des Régions Sanitaires de Byumba, Ruhengeri et Kigali,

Objet: Compte-rendu de
la 5^{ème} réunion
du Comité de crise
tenue le 6 mai 1993

Révérend Père,
Madame,
Monsieur,

Je vous prie de bien vouloir trouver ci-joint, le compte-rendu de la cinquième réunion du Comité de Crise tenue le 6 mai 1993.

Cette réunion a été informée de la visite que le Premier Ministre a effectuée à Giti (BYUMBA) le 29 avril dernier. Elle a ensuite fait le point sur la synthèse des activités actuelles sur terrain en faveur des déplacés. D'autres sujets ont également été abordés, notamment les principales conclusions des dernières réunions des S/Commissions; les points sur les dérapages, sur le dédouanement et les frais de MAGERWA, ainsi que le problème de l'assistance humanitaire dans la zone tampon.

Vous remerciant grandement de tous les efforts que vous ne cessez de déployer pour l'assistance des déplacés de guerre de notre pays, je vous prie d'agréer, Révérend Père, Madame, Monsieur, l'expression de ma haute considération.

Le Directeur de Cabinet du Premier
Ministre et Président du Comité de Crise
pour les Déplacés de guerre,

MBONIMPA Jean-Muhoja

Copie pour information à:

Son Excellence Monsieur le Président
de la République Rwandaise
Kigali



Compte rendu de la 5^{ème} réunion du Comité de Crise

Le 6 mai 1993, s'est tenue, aux Services du Premier Ministre, la 5^{ème} réunion du Comité de Crise pour les Déplacés de guerre, sous la présidence de Mr MBONIMPA Jean-Marie V., Directeur de Cabinet du Premier Ministre et Président du Comité de Crise pour les déplacés de guerre. La liste des participants est annexée à ce compte rendu.

Le Président de la réunion, après avoir remercié les participants d'avoir répondu à son invitation, a présenté l'ordre du jour qui comprend les points suivants:

- Visite du Premier Ministre à Giti;
- Synthèse des activités sur terrain en faveur des déplacés;
- Présentation rapide par chaque Président de Sous-Commission, des conclusions de la dernière réunion de son secteur;
- Points sur les dérapages, dédouanement, MAGERWA;
- Synthèse des discussions sur le statut de la zone "tampon";
- Divers.

1. Visite du Premier Ministre à Giti.

Le Premier Ministre a effectué, en date du 29 avril 1993, une visite à Giti (BYUMBA) dans les camps des déplacés de Bitsibo et Rwamiko. Etaient également sur les lieux, l'Ambassadeur de Belgique au Rwanda, l'Evêque de Byumba, certaines hautes autorités rwandaises notamment le Ministre du Travail et des Affaires Sociales, le Ministre de l'Intérieur et du Développement Communal, le Président du Comité de Crise et le Préfet de Byumba. Les bourgmestres des communes Giti, Bwisige et Rutare étaient aussi présents. Les ONG et autres intervenants ont participé activement à cette visite.

La visite a été organisée par le Comité de Crise, les ONG opérant dans cette région et les autorités locales.

Lors de cette manifestation, le Premier Ministre a visité le stock de vivres géré par le CICR au bureau communal de Giti; le Centre de santé où les déplacés se font soigner et qui est tenu par Médecins du Monde, ainsi que quelques maisonnettes des déplacés ("blindés").

Il a également procédé à la distribution des sheeting qui ont été donnés par le HCR et mis à la disposition de la Croix Rouge de Belgique pour distribution. En visitant certaines huttes des déplacés, le Premier Ministre s'est rendu compte des conditions précaires dans lesquelles vit cette population.

Lors de cette visite, le Premier Ministre a prononcé un discours dans lequel il a témoigné un encouragement aux déplacés et leur a souhaité de pouvoir, bientôt, retourner chez eux. Il a parlé de la réunion, concernant la zone "tampon", entre le FPR et le Gouvernement Rwandais et qui devait débiter le lundi 3 mai 1993. Enfin, il a réaffirmé l'engagement du Gouvernement Rwandais à trouver une solution durable au problème des déplacés de guerre à travers les négociations de paix avec le FPR.

Dans les camps visités, on a remarqué que la distribution des vivres se fait normalement, bien qu'il subsiste des difficultés évoquées notamment par la Croix Rouge de Belgique et par les autorités locales et pour lesquelles il faut trouver des solutions.

2. Synthèse des activités sur terrain en faveur des déplacés.

Les activités sur terrain en faveur des déplacés se basent avant tout sur les effectifs de ceux-ci pour être réalisées. Or, les intervenants dans l'aide aux déplacés et surtout ceux opérant sur terrain remarquent un gonflement des listes des déplacés, de telle sorte que le dépassement atteint 35% des listes normalement estimées. Ceci pose beaucoup de problèmes dont le plus important est que l'aide n'est pas reçue par ceux qui doivent en bénéficier. On constate alors comme conséquences, des malnutritions graves des enfants, la mortalité élevée dans les centres thérapeutiques, ce qui occasionne des besoins de création d'autres centres additionnels de ce genre.

Selon certaines personnes, il y aurait même des camps qui ne reçoivent leur ration qu'après 20 jours au lieu de 10, et d'autres qui n'obtiennent qu'un quart de la ration, ce qui laisse bien penser qu'il y a une bonne part de l'aide qui n'arrive pas aux déplacés. La conséquence directe de cette anomalie est la chute de la ration de 1900 kcal/jour à 500 kcal/jour, ce qui engendre des cas de sous-alimentation grave. Il y en aurait même qui ne reçoivent pas cette ration réduite. A cela il faut ajouter beaucoup de menaces que reçoivent des agents chargés de la distribution.

D'aucuns se demandent alors pourquoi les individus responsables des listes gonflées avec des personnes fictives et d'autres qui menacent les agents de distribution, ne sont jamais interpellés ou sanctionnés par les autorités alors qu'ils sont connus dans les différents camps.

A cette question, les préfets répondent que les listes des déplacés sont jusqu'à présent difficiles à contrôler étant donné que leur établissement ne s'est jamais fondé sur les chiffres de départ connus, comme ceux d'un recensement. Une liste se basant sur les chiffres du recensement de 1991 aiderait à faire des investigations qui permettraient de trouver des coupables impliqués dans des fraudes. Concernant la liste du recensement 1991 des communes déplacées, le Secrétariat du Comité de Crise et le Service National de Recensement (Miniplan) sont en train d'étudier ensemble les modalités de disponibilisation de la dite liste dans un délai relativement court. Cette liste comprendra le nom du chef de ménage et la taille du ménage. L'information servira de base pour l'actualisation sur terrain.

Etant donné que la question des listes préoccupe tous les intervenants, il faudrait voir dans quelle mesure impliquer les déplacés eux-mêmes dans la gestion de leur aide. La réunion recommande à la S/Commission Gestion des Aides d'approfondir la question et d'apporter des éléments de réponse pour la prochaine réunion; elle pourrait se faire aider par certaines ONG. En attendant, les autorités locales devront prendre des mesures immédiates à

l'encontre des personnes dont les enquêtes montreraient la culpabilité dans le détournement de l'aide. Ces autorités doivent en outre s'impliquer fermement dans l'encadrement des déplacés et veiller à la sécurité dans et autour des camps.

3. Présentation rapide par chaque Président de S/Commission des principales conclusions de leurs réunions

Trois S/Commissions étaient concernées, à savoir la S/Commission Mobilisation des Aides, la S/Commission Santé et Environnement et la S/Commission Gestion des Aides.

- 3.1. La S/Commission Mobilisation des Aides s'est réunie le 21 avril 1993, à l'ordre du jour étaient inscrits les points suivants:
- Connaissance de l'état des aides disponibles;
 - Point sur l'Appel Consolidé des Nations Unies pour le Rwanda;
 - Point sur les fonds de contrepartie;
 - Besoins prioritaires;
 - Appel du CICR.

Concernant l'état des aides, la S/Commission a constaté que les contributions sont connues mais d'une façon non exhaustive parce qu'il existe des bienfaiteurs isolés dont les aides sont difficiles à localiser. La S/Commission a recommandé au Comité de Crise, pour ce qui est des contributions, à inviter les bailleurs de fonds à prendre en compte les besoins recensés par la S/Commission Gestion des Aides.

Quant aux difficultés rencontrées par les intervenants au niveau de la douane, le Ministère des Finances indique qu'il faut préciser aux services concernés que les produits sont des dons destinés aux déplacés de guerre. Pour le 1% MAGERWA, le Ministère du Plan dispose d'une dotation annuelle sur le Budget ordinaire au titre de la gestion des aides alimentaires. C'est à cette ligne budgétaire que recourt le PAM. La S/Commission recommande au Gouvernement Rwandais de faire un effort et d'encourager les différents intervenants en leur accordant cette même facilité. Toujours pour alléger les procédures douanières, un formulaire portant un visa de la Primature sera mis à la disposition de chaque ONG et permettra un enlèvement immédiat des produits dès leur arrivée dans les entrepôts de la douane.

S'agissant de l'Appel Consolidé lancé par les Nations Unies pour le Rwanda, la S/Commission indique qu'à ce jour, aucune indication quantifiée n'est encore donnée, bien qu'elle espère que le montant demandé pourra être disponibilisé.

Concernant le Fonds de Contrepartie, la S/Commission recommande au Comité de Crise d'inviter les bailleurs de fonds à donner aux cogestionnaires du compte des autorisations nécessaires qui leur permettront de procéder aux décaissements en faveur des organismes humanitaires qui ont fait recours au Fonds et dont les demandes ont été acceptées.

Pour l'Appel du CICR, les 127 millions de Francs Suisses réunis couvrent l'année 1993 en y incluant les besoins de la Croix Rouge Rwandaise et du PAM qui ont été déjà engagés.

- 3.2. La S/Commission Santé et Environnement se réunit chaque lundi. Lors de sa dernière réunion, la S/Commission a indiqué que des épidémies s'étendent dans les camps et elles sont difficiles à stopper sans l'aide des autorités locales en ce qui concerne l'encadrement. On a remarqué aussi que les stocks de médicaments baissent de même que la ration alimentaire, comme on l'a dit plus haut.

La S/Commission salue l'initiative du Ministère de la Santé de désinfecter les "blindés" et cela va s'étendre sur la région sanitaire de Ruhengeri.

Concernant l'hygiène, les latrines installées d'urgence ne remplissent pas les conditions. La réunion a aussi constaté que les ONG n'interviennent pas de la même façon dans les camps, une réunion d'harmonisation à cet effet est prévue dans la semaine du 10 mai 93.

Un autre constat est la présence de dysenterie bacillaire dans certains camps à cause des problèmes de manque d'eau, malgré des efforts remarquables dans ce domaine.

Certains camps connaîtraient des problèmes de sheeting et de couvertures, ce qui est source de maladies diverses.

D'une façon générale, le travail sur terrain est bien fait à part qu'il subsiste quelques problèmes notamment le transport des malades et celui du personnel de santé sur terrain. Concernant le transport des malades, la S/Commission recommande que les véhicules du Ministère de la Santé qui ont été réquisitionnés par l'Armée lui soient restitués.

- 3.3. La S/Commission Gestion des Aides, a indiqué que les ONG qui auraient des produits à enlever à la douane pourraient passer à la Primature obtenir un visa en attendant la finalisation d'un formulaire qui pourra permettre dans la suite cet enlèvement dans les plus brefs délais.

Concernant les dérapages dans la distribution des aides, on avait recommandé au Ministère du Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat d'identifier les circuits de détournement. Ils ont réussi à identifier certaines pistes sur lesquelles on a mis le Service de Renseignements. Certains indices sérieux ont été obtenus dans certains magasins, et on continue d'approfondir la question.

4. Synthèse des discussions sur la zone "tampon"

Les ONG impliquées dans l'assistance aux déplacés de guerre ont effectué fin avril 93 deux missions d'évaluation à Ruhengeri dans les communes de Cyeru, Nyamugali, Nkumba, Kidaho et Kinigi, afin de se rendre compte de l'ampleur des besoins que connaît la population vivant dans la zone "tampon".

Près de 165.000 personnes vivent dans cette zone et elles ne sont pas assistées et éprouvent des besoins aigus en alimentation, santé, eau et assainissement. Il n'y a pas de distribution ni d'intervention dans les lieux à part quelques Soeurs, débordées par les demandes, qui s'occupent des malades.

Les organisations humanitaires sont prêtes à intervenir dans cette zone mais moyennant certains préalables.

Il faudrait:

- élaborer et mettre en oeuvre un statut propre à la zone tampon;
- pouvoir travailler avec une autorité communale reconnue;
- mettre sur place un personnel de santé et des enseignants;
- rétablir et maintenir les conditions de sécurité.

La réunion a beaucoup apprécié cette initiative des ONG, et les a invité à organiser une mission similaire dans la zone tampon située en préfecture de BYUMBA.

5. Divers

Le PAM dispose de 1500 tonnes de blé qui étaient destinés aux groupes vulnérables. Ce projet a été transféré dans l'assistance aux déplacés de guerre, mais la distribution directe de ce blé n'est pas adéquate parce qu'il n'est pas moulu. Etant donné que les frais de sa transformation sont élevés et que le PAM voudrait disposer de ses magasins pour d'autres produits, la réunion recommande à la S/Commission Gestion des Aides d'approfondir la question pour que l'on puisse échanger ce blé contre d'autres vivres à remettre aux déplacés (sorgho ou haricot).

La réunion qui avait débuté ses travaux à 10h25 les a clôturés à 12h30.

Fait à Kigali, le 13 mai 1993

Le Rapporteur de la réunion

NGENZI Innocent
Secrétariat du Comité de Crise.



Annexe:
Liste des participants

NOMS	FONCTIONS
MBONIMPA J.M.Vianney	Directeur de Cabinet du Premier ministre, Président du Comité de crise
RWANGABO Pierre Claver	Chef du Service des Affaires Sociales, Services du Premier ministre
Stephane DEVAUX	Expert-Assistance humanitaire auprès du Secrétariat Permanent du Comité de Crise
Rémi Planton	Secrétariat Permanent du Comité de Crise
Innocent NGENZI	Secrétariat Permanent du Comité de Crise
MIVUMBI Daniel	Assistant au Programme USAID
DIJKERMAN Dirk	Directeur a.i USAID
NDEREBEZA Anastase	Chef de division, Coopération/Minaffet
STOCKER Walter	Chef de délégation CICR
KABORE Joseph	Directeur des Opérations au PAM
NTAWINIGA Philippe	Directeur a.i Epidémiologie et Hygiène/Minisanté
MUNYANTWALI François	Directeur Général Minisanté
Dr Néhémie MBAKULIYEHO	Conseiller Technique OMS
Dr BAGWANEZA Madeleine	Conseiller Affaires Politiques et Administratives/Minitraso
Dr Hervé Le Guillonzie	Coordinateur médical CICR
FRANKLIN Tom	Représentant UNICEF
RODRIGUEZ Carlos	Délégué HCR
CARLE Jean François	Responsable Programme AIDE et ACTION
DEHEYN Jean-Marie	Chef Opération Humanitaire Rwanda - CRB
DESCOMBES Michel	Secrétaire Général CARITAS RWANDA
LE MOAL Yvon	Représentant Résident Adjoint du PNUD
BARIYANGA Sylvestre	Préfet de Ruhengeri- C/O Mininter
MENEZES DUFRESNE Dirce	Premier Secrétaire et Consul/Ambassade du Canada
BROECKE Anton	Chargé des Opérations Humanitaires/Ambabel

NUNES DE CARVALHO Luis	Conseiller Economique CEE
CUINGNET Michel	Chef de la Mission Française de Coopération/ Ambassade de FRANCE
HEIKE Puppe	Premier Secrétaire Ambassade d'Allemagne
DE MARGERIE Jean Pierre	JPO/PAM
ABDELWAHAB .M. JEME	PAM
SEWARD Christophe	Coordinateur, Programme d'Urgence, OXFAM-RUI
DAUNIS Florence	Coordinatrice Action Internationale Contre la Faim
GODON Hubert	Log/Coordinateur M.D.M.
MERLET Jean-Yves	Coopération Loiret/Rwanda
MUKAYIRERE Spéciose	Journaliste Radio-Rwanda
MUNYAKARAGWE Aloys	MICOMART-Commerce Intérieur
SEBAHAKWA Augustin	Directeur du Commerce Intérieur-MICOMART
NKIKO Faustin	Sous-Préfet BYUMBA
Dr RWAMAKUBA André	MEDIRESA KIGALI
BIZIMANA Jean Baptiste	Secrétaire Général Adjoint de la CRR
NGOMBWA Eugène	Chargé du Service des déplacés AFRICARE
RUTAZANA Faustin	Agent AFRICARE
DELLUCCO Paul	Dir/AFRICARE
RODRIGUE André	Conseiller Economiste Coopération Canadienne
MUKAYIRANGA Landrada	Secrétaire Exécutive CCOAIB
BENOIT BEELAERT	MSFB Coordinateur médical

REPUBLIQUE RWANDAISE
SERVICES DU PREMIER MINISTRE
COMITE DE CRISE POUR LES
DEPLACES DE GUERRE

Kigali, le 20 mars 1993
N°208/02.3.4.

- A tous les Représentations Diplomatiques et Consulaires
- Aux Organisations Non-Gouvernementales
- A tous les Ministères
- A tous les Membres du Comité de Crise

Objet : **Compte-rendu de la deuxième réunion
du Comité de Crise tenue le 11 mars 1993.**

Monseigneur,
Révérend Père,
Madame,
Monsieur,

Je vous prie de bien vouloir trouver ci-joint,
le compte-rendu de la 2ème réunion du Comité de Crise redynamisé et élargi tenue
le 11 mars 1993.

Il ressort de ce compte-rendu que :

♦ Les disponibilités alimentaires actuellement
en place au Rwanda et les engagements des bailleurs de fonds susceptibles de se
concrétiser incessamment pourront répondre aux besoins des déplacés de guerre
pour une période de plus de 30 jours;

Mb)

**COMPTE RENDU DE LA REUNION DU COMITE DE CRISE
POUR LES DEPLACES DE GUERRE
11 mars 1993**

La deuxième réunion du Comité de Crise pour les déplacés de guerre dirigée par Mr. Jean Marie Vianney Mbonimpa, Directeur de Cabinet du Premier Ministre, a débuté ses travaux à 10h 28 aux Services du Premier Ministre. La liste des participants à cette réunion est annexée au présent compte-rendu (Annexe 1).

Le Président de la réunion a tenu d'abord à remercier les participants pour avoir répondu nombreux à son invitation et pour leur ponctualité. Ensuite, il a rappelé les points inscrits à l'ordre du jour, à savoir :

- ◆ la programmation des besoins des déplacés de guerre;
- ◆ l'échange d'informations;
- ◆ divers.

I. S'agissant de la programmation des besoins des déplacés de guerre.

Le Président de la réunion a signalé aux participants qu'un travail d'estimation des besoins à satisfaire de toute urgence (dans un délai de 30 jours) a été fait par le Secrétariat Permanent du Comité de Crise, avec l'assistance technique de Mr. Rodrigue de la Coopération Canadienne. Pour de plus amples explications, il a passé la parole à ce dernier.

Sur la base de deux documents de travail distribués à tous les participants, Mr. Rodrigue a présenté les besoins immédiats des déplacés de guerre et en a expliqué les critères suivis dans les différentes estimations.

Document 1 : Planification des besoins des déplacés.

Ce document traite des points suivants : disponibilités alimentaires à partir du 06 mars 1993 (stocks à Kigali et arrivages attendus dans 30 jours conformément au tableau résultant d'un effort de conciliation des données fournies par le PAM et le CICR).

- situation des déplacés de guerre au 25 février 1993 (nombre et localisation);
- besoins alimentaires mensuels de base pour les déplacés de guerre;
- besoins supplémentaires des groupes cibles (enfants de moins de 5 ans, femmes enceintes et cas sociaux);
- besoins alimentaires pour le feeding thérapeutique.

Il ressort de ces données ce qui suit :

- les disponibilités alimentaires actuellement en place au Rwanda (2.952 tonnes) et les engagements des bailleurs de fonds susceptibles de se concrétiser au cours de la période de 30 jours (29.132 tonnes) pourront répondre aux besoins alimentaires (céréales et haricots) des déplacés de guerre estimés à 17.970 tonnes. Ces besoins ont été calculés sur base d'une ration optimale de 2.400k cal/personne/jour;

- le sel disponible (67 tonnes) ne peut couvrir qu'une autonomie de 15 jours pour les 907.600 personnes déplacées. Cette situation ne devrait décourager personne car, de l'avis du PAM, avec les fonds disponibles, il y a toujours lieu de se procurer ce produit en effectuant des achats locaux;

- pour satisfaire les autres besoins, il est envisagé que les dépenses y relatives soient assumées par les fonds de contrepartie;

- cette estimation quantitative ne prend pas en compte des besoins énergétiques, des médicaments et vaccins, des mesures de protection de l'environnement ni des produits et autres prestations assumées directement par les organismes intervenants (MSF, CICR, UNICEF, PAM, etc...).

Document 2 : Estimation des besoins financiers des principales ONG pour la mise en place des programmes d'actions en faveur des déplacés de guerre dans le cadre de l'assistance non alimentaire.

Ce document a été élaboré par les principales ONG à savoir : CROIX-ROUGE RWANDAISE, CROIX-ROUGE BELGE, MEDECINS SANS FRONTIERES et CARITAS qui se sont rencontrées le 09 mars 1993 pour estimer les besoins financiers de chacune en vue de la réalisation de leurs programmes d'intervention respectifs dans quatre postes budgétaires qui sont : alimentation, eau et assainissement, matériel divers et logistiques.

Les hypothèses ayant servi de base à cette estimation sont les suivantes :

- la population déplacée : 900.000 personnes;
- les clés de calcul des différents besoins sont fixées selon les normes internationales;
- l'aide aux déplacés est gérée globalement, sans distinction relatives aux différents sites;
- la période de référence est de 1 mois.

Il ressort de ce document que :

- les ONG demandent une somme de 1.290.320.000 Frw pour pouvoir réaliser leurs programmes respectifs;
- une somme de 8.000.000 Frw est nécessaire pour l'utilisation du Secrétariat Permanent du Comité de Crise;
- chaque intervenant devra construire 500 latrines durant la période considérée.

Après une riche discussion qui a porté essentiellement sur l'estimation des dépenses en matière de la santé, le fonctionnement des sous-commissions, l'utilisation du fonds de contrepartie, les participants à la réunion ont dégagé les suggestions suivantes :

- le Ministère de la Santé et les ONG intéressées devront confectionner un document estimatif des besoins de santé nécessaires pour les déplacés de guerre;
- un dossier financier devra être finalisé et présenté aux autorités financières du pays par le Président du Comité de Crise pour les déplacés de guerre;
- tous les dossiers financiers à soumettre aux bailleurs de fonds devront être signés par le Président du Comité de Crise pour les déplacés de guerre;
- la présidence des sous-commissions du Comité de Crise pour les déplacés de guerre sera assurée de manière suivante :

- | | |
|--|--------------|
| * sous-commission " <i>Mobilisations des Aides</i> " | : MINAFFET |
| * sous-commission " <i>Gestion des Aides</i> " | : MINTRASO |
| * sous-commission " <i>Sécurité et encadrement des camps</i> " | : MININTER |
| * sous-commission " <i>Santé et Environnement</i> " | : MINISANTE. |

A propos du fonctionnement de ces sous-commissions, le Chef de Service des Affaires Sociales, Mr. Pierre Claver Rwangabo a informé les participants à la réunion que la sous-commission "*Mobilisation des Aides*" s'est réunie à deux reprises déjà pour discuter des modalités de préparation et de présentation des besoins prioritaires pour les déplacés de guerre à soumettre aux bailleurs de fonds.

II. Concernant l'échange d'informations

De nombreuses informations ont été portées à la connaissance des participants à la réunion, notamment au sujet de l'arrivée des aides de l'étranger, de leur distribution ainsi que de la situation des camps d'accueil.

Arrivée des aides de l'étranger :

Pour pouvoir mieux satisfaire les besoins des déplacés de guerre, le PAM a décidé d'acheminer les aides en utilisant deux avions par jour qui atterrissent à Kigali en provenance de Kampala. Cela lui permet de décharger jusqu'à 235 tonnes par jour à Kigali.

De son côté, l'USAID a fait la communication selon laquelle d'ici un mois, les 1.830 rouleaux de plastics sheetings et les 50.000 couvertures d'aide américaine déjà disponibles à Kigali, seront distribués à la population déplacée. Cet agence a en outre exprimé son intention de recruter un expert pour appuyer le Secrétariat Permanent du Comité de Crise dans le cas où le Gouvernement Rwandais le souhaiterait. Le Président de la réunion a fort apprécié cette offre et a signalé qu'il allait approcher l'USAID pour discuter ensemble des modalités de cet appui.

Plusieurs participants à la réunion n'ont pas caché leur inquiétude en ce qui concerne la distribution des aides aux déplacés de guerre. En effet, il a été signalé que certaines routes qui mènent aux centres d'accueil des déplacés de guerre étaient en mauvais état, surtout pendant cette période de pluies. Il s'agit notamment du tronçon Ngororero - Mukamira, Ngororero - Vunga et du tronçon Vunga - Kiziguro. Les travaux d'entretien de ces routes ont déjà commencé et seront terminés d'ici peu, a déclaré le Directeur des Ponts et Chaussées. Profitant de cette occasion, il a souhaité que son service soit informé à temps de ce qui lui sera demandé dans le futur.

Par ailleurs, la logistique en moyens humains et matériel reste insuffisant aussi bien pour les ONG (CRR) que pour les départements ministériels (MINITRAPE, MINITRASO, MINICOMART, MINISANTE,...). Ceci a pour conséquence l'irrégularité et l'imperfection dans la distribution des aides ainsi que dans l'encadrement des déplacés de guerre. Suite aux appréhensions exprimées par les intervenants surtout en ce qui concerne le camp de Nyacyonga, le Comité a décidé la mise sur pied d'une commission chargée d'enquêter sur les dérapages éventuels dans la distribution et dans la gestion des aides destinées aux déplacés de guerre.

Situation des camps d'accueil.

Concernant ce point qui revient toujours dans les discussions, il a été convenu ce qui suit :

- dans l'immédiat, il ne faudrait pas créer des camps nouveaux car, sous certaines conditions convenues dernièrement à Dar-Es-Salaam entre le Gouvernement Rwandais et le FPR, les déplacés de guerre sont appelés à retourner dans leurs biens dans la zone tampon;
- l'assistance aux personnes déplacées devra se faire dans les camps d'accueil existant actuellement et dont la liste officielle devra parvenir le plus vite possible aux membres du Comité de Crise;
- la localisation des sites d'hébergement des déplacés sur une carte, de même que le comptage de ces déplacés par camp sont à réaliser d'urgence.

III. Divers

Le chapitre des divers se résume dans les principaux points suivants :

Tenue d'une Table Ronde d'urgence humanitaire

Les participants à la réunion ont été informés par le Représentant Résident Adjoint du PNUD, Mr. Yvon Le Moal de la préparation d'un appel consolidé à lancer par le Secrétaire Général des Nations Unies dans le cadre de l'assistance humanitaire aux déplacés de guerre au Rwanda. Les documents techniques y relatifs seront soumis à l'appréciation d'une mission du Secrétariat Général de l'ONU qui séjournera au Rwanda du 18 au 24 mars 1993. A cet effet, il est prévu de créer un comité de pilotage mixte, Gouvernement Rwandais/Bailleurs de fonds, chargé de superviser la préparation de plus de 20 dossiers techniques en rapport avec l'appel consolidé. Du côté Gouvernement, feront partie de ce comité de pilotage : les Services du Premier Ministre, MININTER, MINIPLAN, MINAFFET et MINTRASO. Du côté des bailleurs de fonds, les contacts sont en cours pour désigner leurs représentants.

Primes accordées par le Gouvernement Rwandais dans le cadre de l'encadrement des déplacés de guerre.

Certains participants ont désapprouvé l'octroi de telles primes. Le Président du Comité de Crise a précisé qu'il ne s'agit pas de primes d'encouragement mais plutôt de montants forfaitaires qui sont octroyés en lieu et place des frais de déplacement qu'on devrait payer aux agents de l'Etat occupés dans les camps. Ces montants forfaitaires servent également à

rémunérer les agents de l'Etat déplacés de guerre dont les employeurs (les communes) ne sont plus à même de leur trouver des salaires.

Hygiène et installations sanitaires

Il a été également souhaité que soient étudiées les modalités de transfert de malades, d'ensevelissement des morts, d'approvisionnement en eau potable et de réalisation de latrines au moyens d'engins mécaniques dans le but de prévenir les épidémies.

Soins d'urgence et communication

Le Préfet de la préfecture de Ruhengeri a proposé que soit installé un hôpital de fortune au campus universitaire de Nyakinama et que soit réparé d'urgence le réseau téléphonique local qui est en panne.

La prochaine réunion du Comité de Crise est prévue pour le Jeudi 25 mars 1993.

La réunion a clos ses travaux à 13h 47.

Fait à Kigali, le 15 mars 1993

Le Rapporteur de la Réunion,
Musekura Faustin
Conseiller chargé des Affaires Sociales
dans les Services du Premier Ministre.

**COMPTE RENDU DE LA REUNION DU NOUVEAU
COMITE DE CRISE POUR LES DEPLACES DE
GUERRE TENUE LE 25 FEVRIER 1993**

En date du 25 février 1993, il s'est tenu, aux Services du Premier Ministre, la première réunion du nouveau Comité de Crise pour les déplacés de guerre, sous la direction de Mr. Mbonimpa Jean Marie Vianney, Directeur du Cabinet du Premier Ministre. La liste des participants à la réunion se trouve en annexe (voir annexe IV).

Le Président de la réunion, après avoir remercié les participants d'avoir répondu nombreux à son invitation, et après s'être excusé de ne pas avoir eu le temps matériel de préparer les documents de travail à leur intention, a brièvement exposé l'objet de la réunion, à savoir :

- ◆ l'examen des modalités de fonctionnement du nouveau Comité de Crise et
- ◆ l'échange d'informations en rapport avec l'assistance aux déplacés de guerre et la formulation des recommandations.

I. Concernant le fonctionnement du nouveau Comité de Crise, le Président de la réunion a notamment exposé les points suivants :

1. le nombre de déplacés ayant augmenté considérablement suite à la reprise des hostilités en date du 08 février 1993, plusieurs intervenants dans l'assistance à ces déplacés et plus particulièrement les donateurs, ont recommandé la création d'un nouveau Comité de Crise. L'objectif visé étant celui de redynamiser et d'élargir la structure de coordination et de gestion des aides humanitaires en vue de mieux répondre aux besoins toujours croissants des populations déplacées.

2. Ainsi le nouveau Comité de Crise mis en place par le Premier Ministre dans sa lettre n° 115/029 du 22.02.93 est composé comme suit :

a) Pour l'Administration :

- le Directeur de Cabinet du Premier Ministre : Président;
- le Conseiller chargé des Affaires Sociales à la Présidence de la République;
- le Chef de Service des Affaires Sociales dans les services du Premier Ministre;
- les Préfets des préfectures de Kigali, Byumba et Ruhengeri;
- un représentant du Ministère de la Défense;
- un représentant du Ministère du Plan;
- un représentant du Ministère de l'Intérieur et du Développement Communal;
- un représentant du Ministère du Travail et des Affaires Sociales;
- un représentant du Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération;
- un représentant du Ministère de la Santé;
- un représentant du Ministère du Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat;
- un représentant du Ministère des Travaux Publics et de l'Energie;

- un représentant du Ministère de l'Information;
- un représentant du Ministère des Finances;
- un représentant du Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage;
- un représentant du Ministère de l'Environnement et du Tourisme;
- les Médecins-Directeurs des régions sanitaires de Kigali, Byumba et Ruhengeri.

b) Pour les bailleurs de fonds :

- un représentant du PNUD;
- un représentant de la CEE;
- un représentant de l'USAID;
- un représentant du Canada;
- un représentant de la France;
- un représentant de l'Allemagne;
- un représentant de l'UNICEF;
- un représentant du HCR;
- un représentant de l'OMS;
- un représentant de la FAO.

c) Pour les ONG :

- un représentant du Comité International de la Croix-Rouge;
- un représentant de la Croix-Rouge Rwandaise;
- un représentant de la Caritas-Rwanda;
- un représentant du Catholic Relief Service;
- un représentant de l'OCSD;
- un représentant de MSF;
- un représentant de l'OXFAM;
- un représentant de la Croix-Rouge de Belgique;
- un représentant de CCOAIB.

Cette liste n'est pas exhaustive, le Comité pouvant être élargi à tout autre organisme susceptible de contribuer au bon déroulement des opérations d'assistance aux déplacés de guerre.

3. Ce Comité de Crise devra formuler, chaque fois que de besoin, des propositions à l'endroit du Conseil de Concertation de niveau ministériel ayant pouvoir de décision. Ce conseil est composé comme suit :

- le Premier Ministre : Président;
- le Ministre de la Défense;
- le Ministre du Travail et des Affaires Sociales;
- le Ministre du Plan;
- le Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération;
- le Ministre de l'Intérieur et du Développement Communal;
- le Ministre de l'Agriculture et de l'Elevage.

4. Le Comité de Crise et le Conseil Ministériel de Concertation ainsi créés seront pourvus d'un Secrétariat Permanent qui sera opérationnel incessamment ainsi que d'un appui logistique devant notamment permettre au Président du Comité et à ses proches collaborateurs de mieux remplir leurs obligations.

5. La nouvelle structure ainsi mise en place ne soustrait en aucun cas de leurs obligations les départements ministériels directement ou indirectement concernés par le problèmes des déplacés de guerre.

II. Après cet exposé du Président du Comité de Crise, les participants ont échangé des informations diverses dans des débats qui ont porté sur deux points principaux, à savoir :

- ◆ la création des sous-commissions et
- ◆ la détermination des sites de camps pour les déplacés de guerre.

1. Création des sous-commissions

Pour que le nouveau Comité de Crise soit plus opérationnel, le Président de la réunion a émis une suggestion consistant en la mise en place des quatre sous-commissions suivantes :

- Sous-commission "*Mobilisation des Aides*" chargée d'évaluer les besoins et de mobiliser l'opinion nationale et internationale pour disponibiliser les aides;
- Sous-commission "*Gestion des aides*" chargée de collecter, transporter, contrôler et distribuer les aides disponibles;
- Sous-commission "*Sécurité et encadrement des camps*" chargée d'assurer la sécurité et maintenir l'ordre dans les camps;
- Sous-commission "*Santé et environnement*" chargée de veiller à l'hygiène et à la santé des populations ainsi que de protéger l'environnement.

Les participants à la réunion, conviés à se faire inscrire dans l'une ou l'autre des ces sous-commissions, ont mené une longue et riche discussion au sujet de la mission des sous-commissions, leur caractère permanent, leur composition, leurs lignes de démarcation, leurs relations de collaboration, leur compétence et leur autonomie décisionnelle.

A l'issue de cette discussion, il s'est dégagé des avis et considérations suivantes :

- l'idée de création des sous-commissions a été agréée mais une réflexion s'impose en vue de mieux en affiner les modalités de fonctionnement;
- les sous-commissions sont chargées d'éclairer le Comité de Crise sur les problèmes spécifiques qu'il peut résoudre et sur les propositions à soumettre au Conseil Ministériel de Concertation pour décision;

- étant donné le caractère permanent des sous-commissions et considérant que certaines organisations pourront intervenir dans plus d'une sous-commission, il a été décidé dans le premier temps de ne répartir que les services de l'Administration dans différentes sous-commissions (CFR tableau n°1) et de laisser aux donateurs et aux ONG la liberté de s'inscrire ou non dans lesdites sous-commissions.

2. Détermination des sites des camps

S'agissant de l'hébergement des déplacés de guerre, les participants ont échangé leurs points de vue en ces termes :

- les bienfaiteurs ont exprimé l'inquiétude de ne pas pouvoir aider les personnes qui errent dans la ville de Kigali, celles qui ont préféré loger dans les familles ici en ville, celles qui sont amassées dans les camps trop surchargés ainsi que celles qui sont hébergées dans des camps situés à proximité de la zone de combat ou ne disposant pas d'infrastructures de base tels que les centres de santé, l'eau et les tentes;

- le Président de la réunion a informé les participants des décisions du Gouvernement à propos de l'installation des personnes déplacées de guerre. Ces décisions sont les suivantes :

- favoriser la réinstallation des populations dans leurs biens plutôt que de les disperser. A ce sujet, il a été rappelé que la diplomatie rwandaise est en train de mener des actions visant à disponibiliser une zone neutre démilitarisée dans laquelle l'ONU et l'OUA pourront installer une force internationale chargée de contrôler le respect du cessez-le-feu;

- pour des raisons de sécurité, les personnes installées à NYACYONGA doivent être déplacées dans d'autres régions. Ainsi la commune BICUMBI pourra accueillir la population en provenance de la commune KIVUYE. A ce sujet, les participants ont suggéré que le camp de NYACYONGA qui est pratiquement très stable ne soit pas éclaté avant la réinstallation des camps considérés comme très instables;

- le Gouvernement Rwandais n'a pas de moyens de prendre en charge les investissements nécessaires à l'installation des populations déplacées et souhaiterait à ce sujet une intervention du fonds de contrepartie.

- l'ancien comité de crise avait créé une sous-commission chargée d'identifier les nouveaux sites mais les participants ont déploré le fait que les services du MINAGRI faisant partie de cette sous-commission n'ont pas encore présenté leur rapport au Comité de Crise pour examen. C'est pourquoi les participants ont encore demandé avec insistance que le Gouvernement statue sur le problème de sites et évalue le nombre de déplacés dans un délai raisonnable pour que les différents bienfaiteurs puissent leur venir en aide efficacement.

En vue de pouvoir approfondir cette question qui était posée depuis plus de dix jours et

qui constituait un préalable pour les interventions de certains bailleurs de fonds, la réunion qui avait débuté à 10h 10 a interrompu ses travaux à 12h 50 pour les reprendre à 15h 00 dans un groupe restreint composé de :

- Mr. MBONIMPA Jean-Marie Vianney, Président;
- Mr. MUSEKURA Faustin;
- Mr. RWANGABO Pierre-Claver;
- Mr. KANYARUBIRA Laurent;
- Mr. GATERA Gérard;
- Mr. BIZIMUNGU Côme;
- Mr. NSABUMUKISHA Basile;
- Mr. BALIYANGA Sylvestre;
- Mr. STOCKER Walter;
- Mr. BIZIMANA Augustin;
- Mr. NGENDAHIMANA Athanase;
- Mr. RAIMONDO Pasquale;
- Dr. RWAMAKUBA André;
- Dr. BAGWANEZA Madeleine;
- Dr. NGENDAHAYO Placide;
- Dr. HUVELLE Christian;
- Dr. REINHARD Bode Meyer;
- Major BAM GAKARA Théophile.

Au cours de la deuxième séance qui a débuté à 15H 00 pour clore ses travaux à 17H 30, les débats ont essentiellement porté sur la détermination des sites stables, instables et à créer dans les préfectures de Ruhengeri, Byumba et Kigali.

A cet effet, il a été convenu de ne pas trop éloigner de leurs régions d'origine les personnes appelées à être déplacées vers d'autres régions.

S'agissant de la Préfecture de Ruhengeri, les participants ont été informés par la préfet de cette préfecture que celle-ci compte 433.219 personnes déplacées dont 338.829 hébergées dans 9 zones. La plupart de ces zones comprennent à leur tour des sites stables et non surchargés (voir tableau 2.).

Pour pouvoir subvenir aux besoins de la population y installée, il a été prévu des lieux de stockage d'aides situés à Busogo, Vunga et provisoirement à la Paroisse Nyakinama. La Croix-Rouge est aussi basée à Kora et à Vunga. A part le site de Ruhengeri en commune Nyarutovu qui est appelé à être déplacé, tous les sites de Ruhengeri ont été reconnus stables et relativement en sécurité.

Quant à la préfecture de Byumba qui compte environ 482.000 personnes déplacées, le Préfet de cette préfecture a proposé que soient déplacés les sites de Kinyami, Gituza et Ngarama vers d'autres préfectures pour de raisons de sécurité.

qui constituait un préalable pour les interventions de certains bailleurs de fonds, la réunion qui avait débuté à 10h 10 a interrompu ses travaux à 12h 50 pour les reprendre à 15h 00 dans un groupe restreint composé de :

- Mr. MBONIMPA Jean-Marie Vianney, Président;
- Mr. MUSEKURA Faustin;
- Mr. RWANGABO Pierre-Claver;
- Mr. KANYARUBIRA Laurent;
- Mr. GATERA Gérard;
- Mr. BIZIMUNGU Côme;
- Mr. NSABUMUGISHA Basile;
- Mr. BALIYANGA Sylvestre;
- Mr. STOCKER Walter;
- Mr. BIZIMANA Augustin;
- Mr. NGENDAHIMANA Athanase;
- Mr. RAIMONDO Pasquale;
- Dr. RWAMAKUBA André;
- Dr. BAGWANEZA Madeleine;
- Dr. NGENDAHAYO Placide;
- Dr. HUVELLE Christian;
- Dr. REINHARD Bode Meyer;
- Major BAM GAKARA Théophile.

Au cours de la deuxième séance qui a débuté à 15H 00 pour clore ses travaux à 17H 30, les débats ont essentiellement porté sur la détermination des sites stables, instables et à créer dans les préfectures de Ruhengeri, Byumba et Kigali.

A cet effet, il a été convenu de ne pas trop éloigner de leurs régions d'origine les personnes appelées à être déplacées vers d'autres régions.

S'agissant de la Préfecture de Ruhengeri, les participants ont été informés par la préfet de cette préfecture que celle-ci compte 433.219 personnes déplacées dont 338.829 hébergées dans 9 zones. La plupart de ces zones comprennent à leur tour des sites stables et non surchargés (voir tableau 2.).

Pour pouvoir subvenir aux besoins de la population y installée, il a été prévu des lieux de stockage d'aides situés à Busogo, Vunga et provisoirement à la Paroisse Nyakinama. La Croix-Rouge est aussi basée à Kora et à Vunga. A part le site de Ruhengeri en commune Nyarutovu qui est appelé à être déplacé, tous les sites de Ruhengeri ont été reconnus stables et relativement en sécurité.

Quant à la préfecture de Byumba qui compte environ 482.000 personnes déplacées, le Préfet de cette préfecture a proposé que soient déplacés les sites de Kinyami, Gituza et Ngarama vers d'autres préfectures pour de raisons de sécurité.

La réunion a proposé que soient examinées les possibilités de créer de nouveaux camps dans les régions suivantes :

- Commune Bicumbi (en préfecture de Kigali).
- Commune Muhazi, Rukara et Kayonza (en préfecture de Kibungo).
- Commune Mugina (en préfecture de Gitarama).

Ces nouveaux camps abriteraient les déplacés actuellement installés dans certains sites jugés non convenables en préfecture de Kigali et de Byumba.

Divers

Les participants, partant des informations recueillies sur place, sont d'avis que :

- ◆ le Ministère des Finances et l'OPROVIA devraient se convenir sur les modalités d'achat du bétail que les populations déplacées sont souvent obligées de vendre à vil prix à tout passant;
- ◆ l'approvisionnement en bois de chauffage du camp d'accueil de Murambi devrait bénéficier de l'urgence de la part de l'administration;
- ◆ il est impérieux que, en attendant la mise en place du Secrétariat Permanent ci-avant mentionné, le MINITRASO et le MINIPLAN, actualisent la requête à soumettre aux bailleurs de fonds en vue de la mobilisation d'aides pour les déplacés de guerre;
- ◆ en vue de mieux assurer le contrôle et le suivi de personnes entrant, sortant ou vivant dans des camps d'accueil, une carte d'identification devrait être instaurée dans les meilleurs délais. Ce fut également le souhait du Conseil Ministériel de Concertation pour les déplacés de guerre. Cette carte serait remise à toute personne appelée à intervenir directement auprès des déplacés.

III. Conclusions générales

- En attendant que le problème de fonctionnement des Sous-Commissions ne soit approfondi, les canaux administratifs existants continueront à être utilisés pour subvenir aux besoins des populations déplacées.
- A part le site de Nyarutovu qui doit être déplacé vers l'intérieur de la même commune, tous les camps d'accueil actuels de Ruhengeri sont considérés comme stables et donc maintenus comme tels;
- Les populations hébergées dans les camps de Kinyami et Gituza en préfecture de Byumba et dans les camps de Nyacyonga, Rusine, Muhondo, Remera et Gikomero en préfecture de Kigali doivent être installés ailleurs. Il est envisagé de créer de nouveaux camps d'accueil dans les préfectures de Kibungo, Kigali et Gitarama.

- Les autorités administratives locales doivent orienter les populations en mouvance dans les camps d'accueil jugés stables;
- Les camps stables existants ou à constituer ne doivent pas contenir plus de 40.000 personnes pour plus d'efficacité de gestion;
- Les participants ont convenu de tenir les réunions du Comité de Crise deux fois par mois; les sous-commissions se réuniront autant de fois que nécessaire.

Fait à Kigali, le 1er mars 1993

Rapporteur de la Réunion
MUSEKURA Faustin

Conseiller Chargé des Affaires Sociales dans
Services du Premier Ministre

ANNEXE (TABLEAU I)

LISTE PROVISOIRE DES MEMBRES DES SOUS-COMMISSIONS.

6. Sous-Commission "*Mobilisation des Aides*"

- MINIPLAN
- X - MINAFET
- MININFOR
- MINIFIN
- MINITRASO
-
-

7. Sous-Commission "*Gestion des Aides*"

- MINICOMART
- X - MINATRASO
- Les Préfets
- Catholic Relief Services.
-
-

8. Sous-Commission "*Sécurité et Encadrement des Camps*".

- MINADEF
- X - MININTER
- MINITRASO
- Les Préfets
-
-

9. Sous-Commission "*Santé et Environnement*".

- X - MINISANTE
- MINITRAPE
- MINITRASO
- MINAGRI
- MINETO
- OMS
- UNICEF
- Médecins Directeurs des Régions Sanitaires,
- MSF
- OCSD
- Les Préfets

ANNEXE (TABLEAU II)

DEPLACES DE GUERRE ORIGINAIRES DE LA PRECTURE DE RUHENGRI.
Situation au 22 février 1993

SITES STABLES RETENUS POUR HEBERGEMENT		
ZONES	SITES	EFFECTIF
NYAKINAMA NYAMUTERA	Kabere	31.713
	Bureau communal	2.700
CYABINGO	Bureau communal	40.000
	Centre de santé	40.000
RUHONDO (RWAZA)	Paroisse	17.000
	Bureau	18.000
BUSOGO	Shingiro	131.000
	Gatagara	
	Paroisse	
	Centre de Santé	
NDUSU GATONDE NYARUTOVU	Janja	4.895
	Murango	17.511
	-	30.000
S/Total		338.829
KIGALI-NORD	Rushashi	47.815
Total		386.644

Observations :

- Les 21.700 personnes actuellement installées à MUHONDO (KIGALI-NORD) seront installées ailleurs.
- RUHENGRI compte ainsi 408.344 personnes hébergées dans des camps d'accueil sur 433.219 déplacés ou bloqués dans les communes touchées par la guerre.

ANNEXE (TABLEAU III)

DEPLACES DE GUERRE ORIGINAIRES DE LA PRECTURE DE BYUMBA.

SITES STABLES RETENUS POUR HEBERGEMENT		
ZONES	SITES	EFFECTIF
KIGALI	Sous/préfecture	46.226
	Rutongo	41.977
BYUMBA OUEST	Gaseke	26.354
BYUMBA EST	Rutare	37.204 *
	Giti	21.176
NGARAMA	Muhura (Bugarura)	36.175
	Murambi (Gikoma)	59.175
S/Total		209.112

Observations :

Le reste de déplacés de guerre sera installé ailleurs pour des raisons de stabilité et de sécurité. Il est proposé d'explorer les possibilités de créer d'autres sites d'accueil dans la préfecture de KIBUNGO (RUKARA, MUHAZI et KAYONZA et la préfecture de KIGALI (BICUMBI) ainsi que dans la préfecture de GITARAMA (MUGINA). Les personnes actuellement installées à REMERA (KIGALI) sont à transférer à RUTONGO.

ANNEXE IV

LISTE DES PARTICIPANTS A LA REUNION
DU COMITE DE CRISE DU 25.02.93

NOMS	FONCTION
Mr. MBONIMPA J. Marie Vianney	Directeur de Cabinet du Premier Ministre, Président de la réunion
Mr. MUSERUKA Faustin	Conseiller aux Affaires Sociales, Educationnelles, de Jeunesse et de Culture aux Services du Premier Ministre
Dr. RWANGABO Pierre Claver	Chef de Service des Affaires Sociales, Services du Premier Ministre
Mr. BIZIMUNGU Téléphore	Directeur Général au Ministère du Plan
Mr. KANYARUBIRA Laurent	Conseiller au Ministère de l'Intérieur et du Développement Communal
Mr. BIZIMUNGU Côme	Préfet de la Préfecture de Kigali (c/o MININTER)
Mr. BALIYANGA Sylvestre	Préfet de la Préfecture de Ruhengeri (c/o MININTER)
Mr. AHMADOU Ly	Représentant Résident du PNUD au Rwanda
Mr. RAIMONDO Pasquale	Administrateur Principal CEE
Mr. FRANKLIN Thomas	Représentant de l'UNICEF au Rwanda
Mr. GARY Nelson	Directeur de l'USAID au Rwanda
Mr. NSENGIYUMVA Sylvestre	Conseiller au Ministère des Finances
Dr. BAGWANEZA Madeleine	Conseiller au Ministère du Travail et des Affaires Sociales
Mr. RIDDELL Jean Louis	Conseiller Economique à la Mission Canadienne de Coopération au Rwanda
Mr. KABORE Joseph	Directeur des Opérations au PAM au Rwanda
Mr. STOUFFS Léon	Représentant de la Croix-Rouge de Belgique
Dr. RWAMAKUBA André	Directeur de la région sanitaire de Kigali
Dr. MAMBU-MA-DISU	Représentant de l'OMS au Rwanda
Mr. HEIKE Pappe	c/o Ambassade d'Allemagne au Rwanda
Mr. RODRIGUEZE Carlos	Délégué du HCR au Rwanda
Mr. BIRILLON Michel	Chef de la Section de Coopération a.i., Ambassade de Belgique
Mr. PASTGELS André	Secteur Rural, Ambassade de Belgique

NOMS	FONCTION
Mr. NSABUMUGISHA Basile	Représentant du MINAFFET
Major BAM GAKARA Théophile	Représentant du MINADEP
Mr. BIZIMANA Augustin	Préfet de la Préfecture de Byumba (c/o MININTER)
Père DESCOMBES Michel	Secrétaire Général, CARITAS RWANDA
Mr. STOCKER Walter	Chef de délégation CICR
Dr. NGENDAHAYO Placide	Secrétaire Général de la Croix-Rouge Rwandaise
Mr. HUVELLE Christian	Coordinateur Croix-Rouge Belge
Mr. OUELLET Aimé	Délégué de l'OCSD
Mme PONT Monique	Coordinatrice MSFB
Mr. WIUROKS Henry	Coordinateur MSFH
Mr. GUITARD André	Conseiller Technique et Financier, Coopération Canadienne
Mr. BENIMANA Louis	Administrateur Délégué, Fonds de Contrepartie Rwanda/Canada
Mr. TERRANCE J. Ryan	Représentant du Catholic Relief Service
Mme LAGHON Stéphanie	Représentant-Adjoint CRS
Mme BARTON Breda	Chargé de l'Information au PAM
Mr. NGENDAHIMANA Athanase	Chargé de Programme au PNUD
Mr. MERLET Jean Yves	Représentant Permanent du Loiret au Rwanda
Mme VINCENT Yvette	OCSD
Mr. MENEZES DUFRESNE Dirce	Premier Secrétaire et Consul, Ambassade du Canada
Dr. REINHARD Bode Meyer	Chef de Projet DRI BYUMBA
Mr. SIMONIS Philippe	Conseiller GTZ à la Direction Générale de l'Energie au MINITRAPE
Mr. HATEGEKA Augustin	Responsable du volet Biomasse au MINITRAPE
Mr. GATERA Gérard	Journaliste, Section Presse, Services du Premier Ministre
Mme MACKINTOSH Anne	Délégué Régional de l'OXFAM
Mme MUKAYIRANGA Landrada	Secrétaire Exécutif de CCOAIB
Mr. MIRUHO Damien	Directeur de la presse privée au MININFOR
Mr. NDAGUIMANA Léonard	Chef de Division au MINETO

REPUBLIQUE RWANDAISE
SERVICES DU PREMIER MINISTRE
B.P. 1334 KIGALI

Kigali, le 13 AVR. 1993
N° 255/02.3.4

- A toutes les Représentations Diplomatiques et Consulaires,
- Aux Organisations Non-Gouvernementales,
- A tous les Ministères,
- Aux Préfets de Byumba, Ruhengeri et Kigali,
- Aux Médecins-Directeurs des Régions Sanitaires de Byumba, Ruhengeri et Kigali,

Objet: Compte-rendu de
la 3^{ème} réunion
du Comité de crise
tenue le 29 mars 1993

Révérend Père,
Madame,
Monsieur,

Je vous prie de bien vouloir trouver ci-joint, le compte-rendu de la troisième réunion du Comité de Crise tenue le 29 mars 1993.

Ce compte-rendu retrace les principaux résultats de la mission du Département des Affaires Humanitaires du Secrétariat Général des Nations Unies. Cette mission a aidé le Gouvernement Rwandais à élaborer un document de synthèse qui permettra au Secrétaire Général des Nations unies de lancer l'Appel Consolidé pour le Rwanda en faveur des déplacés de guerre.

En plus, ce compte-rendu relate des échanges de vue entre les différents intervenants sur la situation dans les camps des déplacés de guerre, surtout sur les problèmes que rencontrent les personnes qui retournent chez eux dans la zone tampon du fait de la non réglementation de ce retour et de l'insécurité qui règne dans la zone.

Vous remerciant grandement de tous les efforts que vous ne cessez de déployer pour l'assistance à la population en détresse, je vous prie d'agréer, Révérend Père, Madame, Monsieur, l'expression de ma haute considération.

Le Directeur de Cabinet du Premier Ministre et
Président du Comité de Crise pour les Déplacés de
guerre,

MBONIMPA Jean-Marie V

Copie pour information à:

Son Excellence Monsieur le Président
de la République Rwandaise
Kigali

